LA VOIE DE LÉNINE

REVUE MARXISTE DE DISCUSSION

— SOMMAIRE —

EDITORIAL :

La situation politique :

Les pacifistes de M. Bonnet et le Parti révolutionnaire, par Yvan CRAIPEAU.

Points de doctrine :

Encore une fois sur la crise du marxisme, par Léon TROTSKY.

Le devoir historique absolu, par HENRIC.

La Morale révolutionnaire :

« Les méthodes » de Léon Trotsky, par Jean ROUS.

Dans le Monde du Travail :

Les décrets-lois du 21 avril, par André CARTON.

Notes internationales, par BRUN et BAILLY.

A travers la presse internationale d'avant-garde.

Chronique littéraire :

Un poème de Marcel MARTINET.

Mai 1939 **Mensuel** **N° 2** **2fr**

LA VOIE DE LENINE

AU LECTEUR

Le succès de notre premier numéro montre que LA VOIX DE LENINE correspondait à un besoin chez un nombre important de militants d'avant-garde. Nous avons reçu de précieux encouragements. « Je pense que cette revue contribuera heureusement à la construction du Parti révolutionnaire en France », nous écrit un camarade. Contribuer à rassembler les matériaux théorique de cette construction, tel est, en effet, notre but.

C'est pourquoi, sans dissimuler en rien notre accord avec le programme fondamental de la 4e Internationale, à l'élaboration duquel certains d'entre nous ont participé, nous abordons tous les problèmes dans l'esprit de la controverse et de la discussion, et avec le souci d'apprendre de toutes les expériences, suggestions et critiques des militants d'avant-garde.

Dès maintenant, la vente au numéro et les abonnements permettent d'assurer la parution de la revue, à la condition que, dans le mois qui vient, les camarades ne ralentissent pas leurs efforts, continuent à vendre, à faire de nouveaux abonnés, et à adresser les fonds régulièrement.

LA VOIE DE LENINE.

Note de la Rédaction

L'abondance des matières nous oblige à laisser sur le marbre différents articles dont celui de Barta, et des notes internationales qui trouveront place dans le prochain numéro.

Déjà nous pouvons annoncer, pour le numéro de Juin de « LA VOIX DE LENINE », un article d'Alfred ROSMER, un récit inédit sur l'aassassinat des soldats russes au camp de la Courtine, en 1917, ainsi qu'une étude sur le DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE.

EDITORIAL

Les grandes manœuvres et discours diplomatiques qui accompagnent la mobilisation, dans les deux camps « fasciste » et « démocratique » ne sont pas autre chose que des comédies macabres, où chaque gouvernement s'efforce de cacher devant son peuple le but purement impérialiste de la guerre qui vient : ainsi s'invectivent les tribus sauvages avant la bataille.

Daladier revendique au nom des « 200 familles » le droit de continuer à écraser les peuples d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, d'A.E.F., d'A.O.F., d'Indochine ; le droit de supprimer progressivement la démocratie par les décrets-lois, au nom du Comité des Forges.

Mussolini tient à faire valoir exactement les mêmes droits que Daladier sur une partie des colonies françaises. Le bourreau du peuple italien, abyssin, albanais, attend d'une victoire d'axe le partage des dépouilles de l'impérialisme français, mais, dès que l'axe ne lui paraît pas sûr, il offre ses services de médiateur au capital franco-anglais.

Hitler, comme en témoigne son discours d'un propagandiste habile, masque les appétits impérialistes du capital allemand, derrière le tableau de la domination impérialiste du camp adverse. Le colonisateur de l'Europe Centrale s'adresse aux démocrates et leur dit : « Eh vous ! que faites-vous ? N'avez-vous pas colonisé des millions d'hommes ? N'avez-vous opprimé l'Allemagne sous le Traité de Versailles ? Je veux faire comme vous, moi aussi » ; au lieu de démocratie, il met le mot de « race » et de « sang ».

De son côté Roosevelt joue le rôle de curé dévolu depuis Wilson, à l'hypocrite et puissant impérialisme américain.

Roosevelt est inquiet de la concurrence du capitalisme allemand et italien, dans les pays d'Amérique du centre et du sud, qu'il considère comme la propriété privée de Wall Street. Alors, le pacifique curé qui réalise le plus formidable programme d'armement du monde adresse une pathétique imploration aux agresseurs des petits pays... d'Europe... Il se réserve l'agression des petits pays d'Amérique et la colonisation de l'Europe par le capital américain.

Le pacifique Chamberlain, lui, non plus, ne demande rien : simplement continuer à opprimer, au nom des Banques de City, au moyen de la Home Fleet et de l'Intelligence Service, le plus formidable empire colonial du monde. Ce vertueux anti-bolchevick n'hésite pas à faire appel à Moscou pour que l'armée rouge garantisse ses colonies. Mais, précisément, Staline était occupé à trafiquer avec Hitler quelque convention de neutralité, l'homme qui a fait fusiller les révolutionnaires, comme « agents d'Hit-

ler », pose maintenant ses exigences à Londres et à Paris, dans l'espoir de les voir repoussées et de pouvoir ainsi s'entendre avec Hitler. Les nations de l'Europe Centrale vivent dans la situation d'écartelées, une main tendue à chaque axe.

Précisément, le colonel Beck, au nom d'un pays cent pour cent totalitaire, se propose de faire la preuve que cette soi-disant guerre des « démocraties » contre le « fascisme » n'est qu'une farce impérialiste. Voici que la Pologne, qui était parmi les avaleurs de la Tchécoslovaquie, avec Hitler, revendique maintenant contre Hitler un protectorat sur Dantzig. Tel est le plus proche « casus belli » (occasion de guerre). La guerre en sortira-t-elle les jours qui viennent ? Telle est la question que se posent tous les peuples angoissés.

Cependant, c'est un fait que dans les deux camps les gouvernements hésitent à se lancer dans la guerre. Mais, ce qui donne un caractère imminent au danger, est beaucoup plus sérieux que les paroles des gouvernants : ce sont les contradictions devenues intolérables et insolubles des divers impérialismes. Ces contradictions ont entraîné l'état de mobilisation permanente ; l'état de mobilisation permanente entraînera la guerre... Le conflit est absolument inévitable... sans le renversement de l'impérialisme. Telle est la réalité des faits et non les vœux pacifistes. Aurons-nous un nouveau Munich, à propos de Dantzig ? C'est possible. Surtout si l'U.R.S.S. lache Londres et Paris. Mais un Munich encore plus précaire et beaucoup plus réactionnaire que le dernier, dans ses conséquences intérieures en France. Si nous avons un certain délai le sort des derniers restes de libertés va se jouer ici, entre Daladier, appuyé par la réaction fasciste et les travailleurs de France. De cette situation découle les devoirs de l'avant-garde. Se préparer à la guerre imminente et inévitable en forgeant l'arme, la vaillance, le moral, l'éducation, le programme. Ne pas tolérer que dans la tradition léniniste du défaitisme révolutionnaire contre l'impérialisme, des prétendus novateurs, en réalité des défaitistes par rapport à la révolution, découpent des failles où s'introduiront, le moment venu, le désarroi et même le social-patriotisme.

Mais dans le même temps, avant la guerre, ne négliger aucune occasion de mobilisation ouvrière et de lutte pour d'autant mieux regrouper les meilleurs cadres de la classe ouvrière, pour d'autant mieux faciliter ainsi les tâches pendant la guerre.

Il n'est pas vrai que la classe ouvrière soit vouée mécaniquement à la prostration. En l'absence de tout grand parti révolutionnaire, il y a eu de sérieuses rébellions chez les réservistes. Les milliards de charges nouvelles des décrets-lois préparent à la bourgeoisie d'inévitables explosions.

De quelle ampleur peuvent-être ces explosions ? Quand se produiront-elles ? Personne ne peut répondre par avance.

Cela dépend de nombreux facteurs, y compris la force du parti révolutionnaire. L'avant-garde devra en tout cas les considérer comme les dernières shances qui seront données, avant le fascisme et la guerre.

LA VOIX DE LENINE.

LA SITUATION POLITIQUE

Les pacifistes de M. Bonnet et le parti révolutionnaire

Beaucoup de militants haïssent à ce point la guerre qu'ils en arrivent à la considérer comme un problème indépendant des autres. Ils divisent le monde non plus en exploités et en exploiteurs, mais en pacifistes et bellicistes. Avec ceux qui acceptent de déclamer contre la guerre ils sont prêts à tous les compromis. Et si quelqu'un entreprend de dénoncer la confusion des pacifistes, ils jettent les hauts cris : « Pas de sectarisme ! Ne décourageons pas les bonnes volontés ! » Malheureusement il ne faut pas longtemps à ces hommes de bonne volonté pour jeter un pont sur le fossé en réalité bien peu profond qui les sépare de leurs adversaires bellicistes. Nous l'avons déjà vu des Valois, des Bergery et des Emery. Il en va de même dans la C.G.T., malgré les batailles homériques que s'y livrent « pacifistes » et « bellicistes ».

LES PACIFISTES DE MONSIEUR BONNET A LA C.G.T.

A peu près tous se sont trouvés d'accord pour chanter les louanges du grand honnête homme de Roosevelt lorsqu'il adressait au monde le message des banques de Wall-Street. Aussi n'est-on nullement étonné de voir Delmas, le champion du pacifisme de la C.G.T., voter avec Jouhaux et Frachon au dernier C.C.N. de la C.G.T. Déjà il avait écrit : « *Les armements nous vaudront peut-être la Paix. Je demande qu'on laisse Monsieur Chamberlain mener son jeu* ». Son pacifisme consiste maintenant à préciser : « *L'Allemagne et l'Italie ne doivent pas trouver seulement devant elles des barrages de canons et de mitrailleuses* ».

« Unanimité avec les bellicistes ! Eh bien ! pense le pacifiste naïf, ça doit être une belle tempête au syndicat des instituteurs ! Pour sûr que Delmas doit se faire agoniser par les foudres de paix, tels que l'indomptable Hagnauer, l'un des principaux instigateurs du *Centre d'Action contre la guerre et l'Union Sacrée* ». Eh oui ! Hagnauer continue à juger « *périlleux* » cette unanimité, quoique, à vrai dire, il n'y ait pas la moindre tempête. Car il concède volontiers à Delmas que, si près de la guerre, il était difficile « *de résister à un fort courant d'unanimisme* » (E.L. 22 avril). (*Pendant* la guerre, inutile de se demander qui « résisterait »). Il est si difficile d'être pacifiste quand on regarde l'actualité : « *Dans quelle tour d'ivoire pourrait-on monter pour ne plus entendre les rumeurs trépidantes de l'actualité ?* » Qui donc, en effet, pourra bâtir une telle tour à Hagnauer pour lui permettre de rester pacifiste ? Pourtant, même sans sa tour, Hagnauer a le courage de « soumettre à *l'appréciation des camarades* » la résolution de Dumoulin qui a audacieusement rompu l'unanimité.

Cette résolution « pacifiste » de Dumoulin, il est du reste quasi impossible de voir en quoi elle se différencie de celle de Jouhaux, sinon en ce qu'elle déclare : « *le mouvement français doit, désormais, cesser*

de prendre figure diplomatique et s'abstenir de réclamer des responsabilités et de revendiquer des mesures qui appartiennent en propre (sic !) *au gouvernement et aux institutions publiques du pays* ». Pourvu que la C.G.T. puisse s'en laver les mains... Les travailleurs sont du reste prêts à partir si on leur promet qu'ils vont combattre pour la démocratie et la paix : « *la menace qui pèse sur les quelques droits demeurés en vigueur dans notre démocratie appelle les travailleurs français à se dresser vigoureusement contre le fascisme de l'intérieur et contre les entreprises fascistes du dehors* ». La résolution ajoute : *si cette action de résistance* (la France pacifique ne se bat jamais que pour résister à l'agresseur, comme il se doit...) *appelle des sacrifices nécessaires, la classe ouvrière française ne doit pas être seule à les consentir...* Bien entendu « *le C.C.N. admet la nécessité de ces sacrifices comportant l'assouplissement des lois sociales* ». Comme on voit, entre ces pacifistes « résolus » et Monsieur Paul Reynaud, il n'y a aucun désaccord de principe : ni sur le bien fondé de la guerre « démocratique », ni sur le devoir qu'ont les ouvriers de participer par leurs sacrifices à la préparation de cette « résistance ». La seule divergence réside dans les modalités du sacrifice.

Quant aux solutions pacifistes que propose Dumoulin au C.C.N., il les résume ainsi :

« *Pour la Paix, organisation d'une Conférence Internationale économique chargée d'élaborer les bases juridiques et sociales d'une paix durable* ».

Dépêchez-vous, Messieurs Hitler et Mussolini de venir élaborer avec Daladier et Chamberlain « les bases juridiques et sociales » d'une paix capitaliste durable. C'est Dumoulin et Roosevelt qui vous en conjurent ; deux hommes de cœur. Et c'est pur hasard, bien entendu, si cette solution est celle de la Banque, de la Cité et de Wall Street.

Cette constatation éclaire les autres propositions de Dumoulin : « *Cette influence réclame l'action solidaire des prolétariats OU L'USAGE DE LA LIBERTE N'A PAS ETE ABOLI PAR LES METHODES TOTALITAIRES. Pour la Paix, solidarité ouvrière internationale* ».

Solidarité ouvrière Internationale signifiait jadis que les prolétaires de tous les pays fraternisaient par-dessus les frontières impérialistes, qu'ils considéraient comme seul ennemi, leur ennemi commun, le capitalisme mondial que, dans chaque pays, ils luttaient pour la défaite de leurs capitalistes et la victoire de l'insurrection ouvrière. Aujourd'hui « Solidarité ouvrière internationale », cela signifie « Solidarité des travailleurs des pays alliés derrière leurs « pacifiques » bourgeoisies. On se croirait revenu au temps de « l'Internationale des alliés ».

Il n'y a guère d'opposition de principes, comme on voit, entre les deux clans qui se déchirent dans les hautes sphères confédérales. Ils se distinguent essentiellement par le clan bourgeois auquel ils se rattachent. Les uns sont les agents de l'oligarchie russe, les hommes de Kerillis-Buré-Reynaud. Les autres font écho, dans le mouvement ouvrier, à la politique de compromis et d'atermoiements de Bonnet et de Flandin. On se rappelle, par exemple, les pétitions du syndicat des Instituteurs et des P.T.T., lors de septembre : Monsieur Daladier, négociez. Politique concertée avec le ministère qui voulait précisément négocier et avait besoin de compères dans la foule, comme au cirque l'illusioniste.

UN MANIFESTE PACIFISTE

On se souvient également du C.S.A.C.G. demandant au gouvernement dans son manifeste de septembre de faire une politique de paix. Aujourd'hui chacun peut voir où conduisait Munich : à l'écrasement de la classe ouvrière et à la guerre. Chacun peut voir aussi où sont allés les munichois. Presque tous — entre autres Bergery qui trônait hier au C.S.A.C.G. — sont passés à l'union sacrée de guerre.

Et pourtant la leçon n'a pas servi. Un nouveau « Centre de liaison contre la guerre » s'est constitué ces dernières semaines, en reprenant les mêmes en l'élargissant encore. Certains militants révolutionnaires ont cru bon d'appuyer de leur adhésion une telle initiative. Ils espèrent pas là, sans aliéner leur liberté critique, réaliser un front unique contre la guerre et travailler au débourrage de crânes. « *Nous avons*, dit le camarade Marceau Pivert dans JUIN 36, *le désir d'apporter notre effort, sans chicaner, avec la volonté d'efficacité et d'action réelle qui nous a animés en septembre* ».

Là-dessus je voudrais m'exprimer en toute franchise en militant du Parti socialiste ouvrier et paysan, parce qu'il s'agit des intérêts vitaux de notre Parti et de la lutte révolutionnaire. Personne ne peut douter du désir sincère de lutter qui anime notre camarade Marceau Pivert. Mais la bonne volonté contre la guerre ne suffit pas. Il faut une « action réelle » et « efficace » — celle-ci ne peut être que l'action révolutionnaire. C'est pourquoi nous luttons coude à coude avec l'ensemble des camarades du P.S.O.P. pour forger le Parti de la Révolution socialiste.

Pour une *action réelle* nous sommes prêts à approuver le front unique avec n'importe quelle tendance ouvrière — si grande que puisse être sa confusion politique. Qu'on propose le soutien des régiments mutinés de Strasbourg et de l'Est, la lutte contre les deux ans et les trois ans, une grève contre la taxe des armements, une manifestation contre les projets Paul Reynaud sur de tels objectifs, ou sur tels autres objectifs concrets de lutte contre l'impérialisme français — nous sommes d'accord pour pratiquer le front unique le plus large. Mais précisément les deux manifestes que vient de publier le manifeste ne contiennent *pas une ligne d'action concrète de classe.*

Et comment pourrait-il en être autrement ? Quelle action de classe pourraient entreprendre ceux qui sont *contre* la lutte de classe, comme Alain et tout le Comité des Intellectuels antifascistes, comme les bergeristes G. Pioch et Jeanson. Comment mener une action greviste avec des gens comme Emery, chef de file des briseurs de grève du 30 novembre, l'homme du syndicalisme « constructif » avec les patrons, lié à Bergery par *La Flèche* et au comité des forges par les *Cahiers* ? Et on peut en dire autant des syndicalistes réformistes comme *Hagnauer* des instituteurs ou *Giroux* des postiers sur lesquels repose essentiellement le nouveau comité. Prenons l'exemple de septembre dernier : les postiers étaient écrasés par l'augmentation formidable du trafic ; comme beaucoup étaient mobilisés le gouvernement décida de leur faire faire des heures supplémentaires ; les postiers protestèrent et demandèrent à leur syndicat d'exiger le remplacement immédiat des mobilisés, ne voulant pas faire les frais de la préparation à la guerre. C'était une belle occasion de front unique pour une lutte véritable et concrète contre la guerre. Mais la direction des P.T.T. refusa catégoriquement d'intervenir. Les postiers durent faire les heures supplémentaires pour la guerre. La direction réformiste des postiers ne pouvait pas en réalité gêner la mobilisation de Daladier-Bonnet parce que cette mobilisation était un des facteurs des négociations impérialistes de Daladier-Bonnet et qu'elle soutenait ces négociations. Elle préférait recommander par une circulaire à ses sections de s'unir contre la guerre avec toutes les organisations, y compris *l'Alliance démocratique de M. Flandin.*

Depuis septembre la direction des P.T.T. est restée la même. C'est ainsi qu'elle a systématiquement saboté la préparation de la grève du

30 novembre pour donner ensuite à la fin de la matinée l'ordre de reprise du travail.

Comment s'étonner dans ces conditions si les appels du « Comité de liaison » ne contiennent pas la moindre proposition d'action de classe ? Dès lors en quoi consiste le *front unique* si ce n'est pas un front unique *pour agir* ? S'unir pour une *propagande* commune ? Cela suppose un programme commun. Et comment parler d'un programme commun lorsqu'on ne peut même pas se mettre d'accord pour une action concrète ? Avec les pacifistes bourgeois et réformistes nous n'avons pas de conception commune sur la question de la guerre comme de la paix. Avec les pacifistes de la L.I.C.P. ou de l'Union Anarchiste si l'on peut trouver des points d'accord, c'est sur une action concrète, mais non sur l'ensemble du problème. Aussi un manifeste « moyen » loin de débourrer les crânes ne peut qu'augmenter la confusion. C'est le cas des manifestes du Comité de liaison avec aucun marxiste — si « moyen » soit-il, ne peut se solidariser d'aucune façon. Nous n'en voulons prendre que quelques exemples.

D'abord le titre même du premier appel « *contre toutes les guerres* ». Pour nous, marxistes, nous ne sommes pas contre toutes les guerres : nous approuvons la lutte émancipatrice des Ethiopiens contre les colonisateurs italiens, des Marocains ou des Indochinois contre les colonialistes français. *Juin* 36 a approuvé chaleureusement la guerre civile des ouvriers espagnols résistant à Franco les armes à la main. Bien plus, nous savons qu'on ne met pas fin à la guerre par des déclamations — même sincères et éloquentes — et que le seul moyen d'assurer la paix c'est de *transformer la guerre impérialiste en guerre civile victorieuse*. Ce langage n'est pas le nôtre seulement. C'est celui de tous les marxistes. C'est celui entre autres de Marceau Pivert. Comment notre camarade Marceau Pivert peut-il penser préparer le prolétariat à la guerre civile par une telle propagande « contre toutes les guerres », digne des quakers et de tous les petits bourgeois vertueux, ennemis de « toute violence » ?

Faute de place nous n'ajouterons qu'un autre exemple. Le deuxième manifeste affirme :

« *Qu'aucun conflit économique, politique, international n'est insoluble* ».

Or ça, c'est ce qu'affirment aussi tous les chefs d'Etat, de Roosevelt à Hitler, de Daladier au colonel Beck. Au contraire, les marxistes constatent que *tous* les conflits économiques et politiques, dans le régime capitaliste, sont devenus insolubles autrement que par la guerre. Non pas même sans doute dans les années qui viennent, mais dans les mois prochains. Les pacifistes s'indignent à l'énoncé de cette réalitr — comme les paysans arriérés auxquels le météorologiste annonce la sécheresse quand ses cultures réclament de l'eau. Pourtant c'est là une tâche essentielle du Parti révolutionnaire que d'expliquer patiemment le caractère inéluctable de la guerre en régime capitaliste afin que les travailleurs comprennent qu'il existe un seul moyen de lutter contre la guerre : affaiblir et détruire le capitalisme.

Aussi n'est-ce nullement à cette conclusion que le manifeste aboutit. Il ajoute aussitôt : « Nous exigerons que *les gouvernements* trouvent des *solutions pacifistes* ». Déjà l'appel avait pour titre : « *Nous n'admettrons jamais qu'on règle les difficultés internationales PAR LA GUERRE* ».

« Réglez les « difficultés internationales » par des négociations. Faites un effort de compromis avant « l'épreuve de force » (comme dit Emery) ». Voilà l'appel qui est adressé au gouvernement. On lui demande un nouveau Munich. C'est pourquoi ce qui reste des Munichois signe des deux mains. Une telle propagande concorde parfaitement

avec la politique de Bonnet au quai d'Orsay et avec celle de Flandin. Aussi est-il assez peu important de savoir dans quelle mesure il y a eu en septembre des contacts directs entre les hommes du C.S.A.C.G. et Flandin (à ce sujet nous espérons qu'on rendra publique la déclaration de l'anarchiste Chazel à la réunion constitutive du C.I.C.G.). L'important c'est l'accord politique de fait avec Flandin.

Avec cette politique de chancelleries, un parti ouvrier n'a rien à faire. Il faut faire barrage au bourrage de crâne munichois comme anti-munichois. Bavarder sur la paix avec Emery et George Pioch, augmenter la confusion et les illusions cela n'est pas seulement inutile. Cela va à l'encontre du but poursuivi. Eclairer la classe ouvrière sur les vraies causes de la guerre, lui montrer la seule voie de lutte : la Révolution socialiste, forger le parti de la Révolution socialiste, l'armer d'un programme précis et de cadres fermes : tel est le devoir d'un marxiste révolutionnaire.

Ivan CRAIPEAU.

LISEZ et DIFFUSEZ :

« JUIN 36 »

Organe du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan

42, rue Rochechouart, 42

PARIS (9e)

POINTS DE DOCTRINE

Encore une fois sur la crise du marxisme

Par Léon TROTSKY

Quant, au bon vieux temps, on parlait de crise du marxisme, on avait en vue une position bien déterminée de Marx qui, soi-disant, n'aurait pas résisté à l'expérience des faits : la théorie de l'exaspération de la lutte des classes, la théorie dite de la « paupérisation » et la théorie dite de l' « écroulement » du capitalisme. C'est contre ces trois points centraux qu'étaient dirigés les coups de la critique bourgeoise et réformiste. Actuellement, les discussions sur ce sujet sont simplement impossibles. Qui tenterait de démontrer que les contradictions sociales s'affaiblissent au lieu de s'exaspérer ? Aux Etats-Unis, le Ministre de l'Intérieur, Ickes et d'autres fonctionnaires haut placés sont obligés de parler ouvertement du fait que les soixante familles tiennent entre leurs mains le contrôle de l'économie du pays. D'autre part, le nombre des chômeurs oscille entre dix millions dans les années de « prospérité » et vingt millions dans les années de crise. Les lignes du « Capital » où Marx parle de la polarisation de la société capitaliste, de l'accroissement des richesses à un pôle, de la misère à l'autre, lignes qui furent traitées de « démagogie » apparaissent aujourd'hui comme la photographie de la réalité.

La vieille conception libérale démocratique de la croissance progressive du bien-être général, de la culture, de la paix et de la liberté a subi une défaite définitive et irréparable. De même, a fait faillite la conception social-réformiste qui, au fond, ne faisait qu'adapter les idées du libéralisme aux conditions d'existence de la classe ouvrière. Toutes ces théories et méthodes ont leurs racines dans l'époque du capitalisme industriel, de la liberté du commerce et de la concurrence, c'est-à-dire dans ce passé sans retour où le capitalisme représentait encore un régime relativement progressif. Actuellement, le capitalisme est réactionnaire. On ne peut pas le guérir. Il faut l'abattre.

Il est peu probable qu'il reste encore quelques esprits assez bornés pour croire sérieusement (Les Blum ne croient pas : ils mentent) que la formidable exaspération des contradictions sociales puisse être maintenue par une législation parlementaire. Dans tous, absolument dans tous les éléments de son analyse, de même que dans un diagnostic « catastrophique », Marx avait raison. En quoi consiste donc la « crise » du marxisme ?

L'histoire notera que le capitalisme, avant de crever, a fait un effort gigantesque de conservation qui a rempli une longue période historique. La bourgeoisie ne veut pas mourir. Tout le potentiel qu'elle a hérité du passé, elle l'a transformé en une convulsion réactionnaire enragée. C'est justement dans cette période que nous vivons.

La force n'est pas seulement victorieuse, elle est aussi à sa manière « convaincante ». La pression de la réaction ne détruit pas seulement physiquement les partis, mais décompose aussi moralement les gens. Le cœur de beaucoup de ces messieurs les radicaux intellectuels révolutionnaires s'en va dans leurs talons. Leur peur devant la réaction, ils la traduisent dans le langage sans objet de la critique généralisée. « Quelque chose devait être faux dans les vieilles théories et méthodes ». « Marx se trompait... » « Lénine n'a pas prévu... » « La méthode révolutionnaire a fait faillite », disent d'autres qui vont encore plus loin, « La Révolution d'octobre a amené la pire dictature de la bureaucratie ». Mais la grande révolution française, elle aussi, s'est terminée par la restauration de la monarchie. Le monde, en général, est mal fait : la jeunesse amène la vieillesse, la naissance la mort, « tout ce qui se crée est sujet à la destruction ».

Ces messieurs oublient avec une facilité étonnante que l'homme se fraye un chemin de l'état semi-simiesque jusqu'à la société harmonieuse sans « Führer », que la tâche est ardue, qu'à un pas ou deux en avant, correspondent un demi pas, un pas et, parfois, deux pas en arrière, que la route est parsemée d'énormes difficultés et que personne n'a encore inventé, ni n'aurait pu inventer un moyen qui assurerait une montée continue sur la voie historique. Il est regrettable que messieurs les raisonneurs n'aient pas été appelés à donner leurs conseils quand fut créé l'homme et quand furent définies les conditions de son développement. Mais il faut dire que cette chose est tout à fait irréparable...

...Bien, mais toute l'histoire révolutionnaire passée et peut-être toute l'histoire en général n'était qu'une chaîne de fautes. Mais que faire avec la réalité actuelle ? Que faire avec l'armée grandiose des chômeurs chroniques, avec la ruine des paysans, avec la chute générale du niveau économique, avec la guerre menaçante ? Quelques sages sceptiques promettent de transformer tout cela en ces mêmes épluchures d'orange sur lesquelles glissaient déjà tous les mouvements révolutionnaires du passé. Mais peut-être, ces messieurs vont-ils nous dire ce qu'il faut faire aujourd'hui, en ce moment ?

En vain, attendrions-nous une réponse. Les raisonneurs apeurés se désarment eux-mêmes devant la réaction en renonçant à la pensée social-scientifique, en abandonnant, non seulement les positions matérielles mais aussi morales et en se privant ainsi d'un droit quelconque à une revanche révolutionnaire future. Et cependant, les conditions qui ont préparé la vague réactionnaire actuelle sont au plus haut degré instables, contradictoires, transitoires et préparent un nouveau mouvement du prolétariat. Le droit de conduire ce mouvement appartiendra à ceux que les raisonneurs appellent des dogmatiques et des sectaires. Car les « dogmatiques » et les « sectaires » ne veulent pas rejeter la méthode scientifique parce que personne, absolument personne ne leur donne rien en échange.

Léon TROTSKY.

Le devoir historique absolu

Les premiers coups de canon de la guerre impérialiste, en 1914, marquaient l'effondrement de cette puissante machine qu'était la IIe Internationale, puissante d'apparence mais intérieurement pourrie par l'opportunisme. D'une internationale révolutionnaire, il ne restait plus rien que des traîtres passés en un jour à l'ennemi, et quelques rares socialistes, presque inconnus, sur les épaules desquels pesaient la tâche de préparer l'avenir. C'est-à-dire, en premier lieu, construire l'Internationale nouvelle. Dès le 1er novembre 1914, Lénine en lançait le mot d'ordre publiquement, dans le journal de son parti.

« La IIe Internationale est morte vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la IIIe Internationale débarrassée non seulement des transfuges, mais aussi de l'opportunisme !

« La IIe Internationale a rempli sa tâche, utile, préparatoire, d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue époque de paix qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide (dernier tiers du XIXe siècle et début du XXe). A la IIIe Internationale d'organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire des gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. »

Et dès lors, Lénine et les bolcheviks ne cesseront pas de lutter pour cette IIIe Internationale. Peu à peu, dans tous les pays, apparaîtront des îlots de résistance : les socialistes honnêtes prendront conscience de l'immense trahison dont le prolétariat a été victime ; l'opposition se renforcera, nourrie du mécontentement et de la lassitude des peuples crucifiés sur l'autel de l'impérialisme. Ce sera Zimmerwald, première lumière dans la nuit. Mais dans l'opposition, beaucoup ne conçoivent pas clairement la nécessité d'une rupture sans appel avec les social-patriotes et aussi avec les pacifistes, qui, en demandant aux gouvernements capitalistes d'apporter une solution aux maux qu'eux-mêmes ont suscités, trompent les masses et les bercent d'illusions pernicieuses. Ils ne voient pas que dans chaque pays, il s'agit de construire un nouveau parti, et, en même temps, à l'échelle mondiale, une nouvelle Internationale, instrument indispensable à la libération des opprimés. Zinoviev le leur dit :

« Que faire donc demain ? Demain, continuer à lutter pour *notre* solution, pour la social-démocratie révolutionnaire, pour la IIIe Internationale ! Zimmerwald et Kienthal ont montré que notre voie était la bonne. Ce qui se passe dans les divers partis ouvriers nous confirme chaque jour dans ce sentiment. Deux programmes, deux camps, deux mondes, deux Internationales. C'est dans ce sens que se développe le mouvement. C'est à cela que conduira la crise contemporaine.

« ... *En avant, pour la IIIe Internationale !* » (10 juin 1916.)

En 1939, à nouveau nous nous trouvons au fond d'un « creux » de l'histoire, comme en 1849, en 1871, en 1914.

A nouveau nous devons reprendre le drapeau que d'autres ont sali et trahi. Après la faillite de la IIIe Internationale, la tâche nous est imposée d'en rebâtir une quatrième.

Il ne s'agit pas là d'un travail secondaire qui consisterait simplement à couronner l'œuvre accomplie indépendamment dans chaque pays. Encore moins d'un acte démonstratif et symbolique. L'internationale révolutionnaire est une arme dont le prolétariat ne peut se

passer. Elle est une condition absolue de sa victoire, car à l'époque de l'impérialisme, aucune lutte ne peut demeurer confinée à l'intérieur des frontières d'un Etat. Il est nécessaire de coordonner et d'unifier les combats que mène chaque prolétariat. Il est nécessaire aussi de tirer les leçons de chaque expérience, à l'échelle internationale.

C'est ainsi, par exemple, que le rôle d'une internationale révolutionnaire eût consisté à coordonner, dans chaque pays, la lutte des ouvriers contre le blocus qui étranglait l'Espagne rouge, et contre l'intervention en faveur de Franco ; et, en même temps, à discuter à chaque étape avec les révolutionnaires espagnols de la marche des événements, et même à imposer la tactique à suivre. Hélas ! Nul part plus qu'en Espagne s'est marqué l'absence d'un parti révolutionnaire, appartenant à une internationale révolutionnaire. On en connaît les conséquences.

Par conséquent, ce dont on a besoin ce n'est ni un Front unique de partis, ni une Internationale semblable à la seconde où l'on se réunit deux ou trois fois par an pour faire une proclamation. C'est un véritable parti mondial de la Révolution socialiste à la discipline duquel chaque section devra se soumettre, et qu'il faut construire sur un programme marxiste. Tel est du reste la conception mise en avant par la IVe Internationale (bolcheviks léninistes), qui représente, dès maintenant, le noyau essentiel de l'Internationale de demain.

Beaucoup de camarades sont d'accord en principe pour dire qu'il faut une nouvelle Internationale. Mais ils s'empressent d'ajouter : « Surtout, ne précipitons pas les choses. La situation n'est pas mûre ; il faut attendre les masses. Quant elles afflueront dans nos partis, alors le moment sera venu d'unifier ces partis. Mais pour l'instant, nos forces sont dérisoires, les masses sont contre nous. Notre Internationale serait une internationale fantôme. Atendons les masses ! »

En réalité, ces camarades oublient que ni la première, ni la deuxième, ni même la troisième Internationale ne se sont constituées avec de larges masses. Ni même la troisième, en effet, si on met à part la Russie où le prolétariat avait pris le pouvoir, en 1919 l'Internationale communiste naissante n'avait que bien peu d'appuis en Europe ; et, des forces insignifiantes hors d'Europe. C'est précisément en s'appuyant sur ce fait que le représentant du groupe Spartacus, Eberlein, demandait à ce qu'on attende avant de proclamer la nouvelle Internationale :

« Si nous voulons faire de la IIIe Internationale un instrument utilisable, si nous voulons faire de cette Internationale un moyen de lutte, alors il ne faut pas que cette question soit discutée et jugée du point de vue spirituel, mais il est nécessaire de nous poser franchement la question : les bases d'organisation existent-elles ?

« ... De véritables partis communistes n'existent que dans de rares pays. Dans la plupart, ils n'ont été créés que dans les dernières semaines ; dans plusieurs pays dans lesquels il y a aujourd'hui des communistes, ceux-ci n'ont pas encore d'organisation.

« ... Nous savons qu'en Suisse et d'autres pays il n'existe pas de véritables partis, qu'il faut les créer et que les camarades ici présents ne peuvent parler qu'au nom de groupes. Peuvent-ils véritablement dire aujourd'hui ce qu'ils ont derrière eux ? La Finlande, la Russie, la Suède, l'Autriche-Hongrie, pas même la Fédération balkanique entière, les représentants de la Grèce et de la Serbie ne considèrent pas Rakovsky comme leur représentant : ce qui manque, c'est tout l'occident européen. La Belgique, l'Italie ne sont pas représentées. Le représentant de la Suisse ne peut pas parler au nom d'un parti. La France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal manquent et l'Amérique n'est pas non plus capable de déclarer quels partis seraient avec nous.

« Si peu d'organisations participent à la création de la 3e Internationale qu'il est difficile d'entrer sur l'arène publique ».

Néanmoins les arguments de la délégation allemande — qui s'abstint au vote sur la proclamation — furent repoussés. Nous ne savons pas — car les textes des débats n'ont pas été publiés en français — ce que Lénine et la majorité répondirent à Eberlein. Mais il n'est pas bien difficile de le deviner. La lettre d'invitation au Spartakusbunt de participer au congrès indique très clairement que, dans les faits, la base de l'Internatonale existe, non pas dans de grands partis de masse, mais dans l'existence d'une avant-garde qui, dans un certain nombre de pays poursuit les mêmes buts par une tactique semblable.

« La base de la Troisième Internationale est donnée par le fait que dans différentes parties de l'Europe se sont déjà formés des groupes et des organisations de camarades d'idées, se plaçant sur une plateforme commune et employant en gros les mêmes méthodes tactiques. Ce sont en premier lieu les spartakistes en Allemagne et les partis communistes dans beaucoup d'autres pays ».

Il s'agit donc d'unifier ces forces éparses, si peu importantes soient-elles, car une telle unification est imposée par la situation comme un « *devoir historique absolu* ». Tels sont les termes de la résolution sur la fondation de l'I.C., votée à l'unanimité (moins l'abstention du groupe Spartacus) :

« La nécessité de la lutte pour la dictature du prolétariat exige l'organisation unifiée, commune et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur ce terrain.

« ...La constitution de la IIIe Internationale est donc un *devoir historique absolu* et la conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité ».

Qui niera qu'aujourd'hui, à nouveau, la même tâche représente un même « devoir historique absolu » ?

Bien entendu, nous ne nous leurrons pas. Nous savons combien les masses sont loin de nous ; combien les trahisons et les défaites les ont démoralisées. Nous savons aussi que la constitution d'une Internationale révolutionnaire ne peut, du jour au lendemain, bouleverser cet état de chose. La proclamation de l'Internationale n'est pas une fin mais un début. Mais nous savons aussi que notre rôle n'est pas de nous adapter au recul et à la démoralisation des masses mais de représenter, s'il le faut contre elles-mêmes lorsqu'elles s'égarent leurs intérêts objectifs et historiques. C'est ce que Lénine expliquait en 1916, dans une polémique contre Kautsky.

« Il n'est pas permis de croire sérieusement que, sous le régime capitaliste, il sera possible de faire entrer dans les organisations la majorité ds prolétaires. En second lieu et c'est là l'essentiel : *il ne s'agit pas de savoir combien de membres compte l'organisation, mais quelle est la signification réelle, objective, de sa politique* : celle-ci représente-t-elle à bon droit les masses, sert-elle les intérêts des masses, c'est-à-dire prépare-t-elle l'affranchissement des masses opprimées par le capitalisme ; ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, l'accord de celle-ci avec le capitalisme ? »

Notre internationale ne peut grouper, à l'heure actuelle, que l'avant-garde du mouvement ouvrier mondial ? Soit. Elle se renforcera dans la lutte ; elle fera des expériences ; elle constituera pour tout ouvrier révolutionnaire et conscient le pôle d'attraction vers lequel il se dirigera ; partout où des luttes se produiront elle interviendra avec cette expérience acquise sur l'arène mondiale et ses cadres éprouvés ; dans la guerre impérialiste qui menace elle sera au milieu du chaos de boue et de sang le phare qui guidera les masses excédées par tant d'inutiles souffrances, l'unique espoir.

HENRIC.

LA MORALE REVOLUTIONNAIRE

Les "méthodes" de Léon Trotsky

Pourquoi le parti mondial de la révolution (l'Internationale Communiste) a-t-il dégénéré ? Pourquoi le pays de la révolution socialiste, l'U.R.S.S. est-il écrasé par le système totalitaire ? C'est la faute au bolchevisme, à sa morale, à ses méthodes répondent en cœur un certain nombre de moralistes. Cet éventail de professeurs de morale se déploie de Léon Blum, Dan (2e Internationale) à Fenner Brockway-Maxton (Bureau de Londres) en passant par Victor Serge sans oublier les inévitables théoriciens anarchistes. Dans ce camp, la plupart ont fait tout ce qu'ils ont pu pour anéantir le bolchevisme véritable. D'autres, de beaucoup moins nombreux, comme Victor Serge, ont été bolcheviks.

Pourquoi, puisque la 3e Internationale a fait faillite, demandons-nous aux plus proches, ne collaborez-vous pas à la construction de la 4e Internationale ? Parce que stalinisme et trotskysme c'est la même chose répondent ces moralistes, parce que Trotsky est resté fidèle au bolchevisme et à ses mauvaises méthodes.

N'oublions pas, à l'extrême gauche de cet éventail une petite nuance qui n'a l'air de rien mais qui joue également son rôle dans l'accroissement de la confusion générale : Nous, nous sommes bolcheviks et même pour une quatrième Internationale disent-ils, mais nous sommes contre la quatrième avec Trotsky, à cause des « méthodes » de ce dernier. Comme si les prétendues méthodes de quelques-uns ou même d'un groupe pouvaient empêcher l'unification dans le cas où l'accord politique existe !

On dira : Mais les staliniens ne figurent pas dans le camp ci-dessus. C'est exact formellement. Mais ne voit-on pas que leur absence est due au fait qu'ils sont occupés à l'extermination physique du bolchevisme, de ses survivants, de ses représentants, de ses partisans. Le stalinime se distingue des moralistes antibolcheviks en ceci qu'il revise le bolchevisme à coup de mausers et de pistolets automatiques. C'est plus efficace. Et, par dessus le marché, il accuse de « trotskysme » quiconque refuse de se solidariser avec ces méthodes « radicales » de revision.

Il était important et urgent que Trotsky lui-même fit une mise au point. C'est le sujet de « LEUR MORALE ET LA NOTRE », un essai extrêmement précieux et indispensable pour le militant marxiste.

L'auteur répond en bloc, avec la maîtrise que l'on connait, aux moralistes de la bourgeoisie, du réformisme, du centrisme (politique intermédiaire entre le réformisme et le marxisme).

TROTSKY définit les principes généraux de la morale révolutionnaire. La morale, pour les marxistes, n'est qu'une fonction de la lutte de classe. Tant que la lutte de classe existe, la morale ne peut être qu'une morale de classe. Ce qui est bien pour les ouvriers est mal pour les bourgeois et vice-versa. Même si l'on estime que la civilisation a permis de dégager certains principes élémentaires communs au-dessus des classes, comme le « tu ne tueras point », on peut voir ce que deviennent ces principes en période de lutte de classe aigüe et de guerre civile. Pour le révolutionnaire, est moral ce qui sert la

révolution. Le moyen est justifié par la fin. Mais c'est une règle qui est en réalité adoptée par toutes les classes ou fraction de classe dans leurs intérêts.

La fin justifie les moyens. La fin de la bourgeoisie est l'exploitation de la masse au profit d'une oligarchie. La morale d'esclaves qui lui permet d'atteindre ce but est « bonne ».

Pour les réformistes et les stalinistes, la fin est d'arriver à maintenir la prépondérance de leur bureaucratie et de continuer à faire bon ménage avec la bourgeoisie sans être renversée par la classe ouvrière. Est « bon » tout moyen qui concourt à cette fin.

Pour les centristes, fraction bigarée du mouvement ouvrier, le but n'est autre que de continuer, à des degrés divers, leurs perpétuelles oscillations entre réformisme et révolution, pacifisme et marxisme. Le besoin profond qui les détermine c'est d' « être » révolutionnaires, sans rompre définitivement avec la gauche du réformisme. Tout est bon pour eux qui contribue à servir ce besoin organique d'instabilité, d'ambiguité, de double jeu et d'équivoque permanents, dirigé en définitive contre les révolutionnaires.

Le moyen est ici aussi déterminé par le but : calomnies, mépris, intolérance vis à vis des révolutionnaires ; mais esprit de conciliation et d'adaptation vis à vis de leur droite réformiste, anarchiste, pacifiste.

Oui, pour toutes les classes et fractions de classe, la fin justifie les moyens. yens.

Mais seuls les tenants du bolchevisme osent la proclamer. Tel est le premier trait de leur « jésuitisme ».

Est-ce que celà signifie que pour les révolutionnaires tous les moyens sont permis ? Nullement. Sont permis seulement les moyens qui servent la révolution permanente. Tromper les ouvriers, chercher à corrompre les militants, user de l'équivoque et de l'ambiguité, être à la fois pour et contre, pour d'autant mieux être contre, voilà des moyens incompatibles avec le but révolutionnaire. Notre méthode est de dire et d'être fidèle à ce qui est, en nous plaçant du point de vue des intérêts de la seule classe révolutionnaire : le prolétariat.

Telle est, en résumé, la morale que Léon **TROTSKY** défend dans son livre.

Il n'est pas surprenant que ce livre provoque une vive réaction dans le camp des centristes, c'est-à-dire chez ceux la même qui se proclament d'accord avec la doctrine et la morale révolutionnaires, en général, pour d'autant mieux s'acharner sur les « méthodes » et la personne de Léon **TROTSKY** et de ses amis.

En effet, toute attitude nette, brutale, est considérée par le centrisme comme une véritable provocation. La nature centriste a horreur du plein et se complait dans le vide. Celà tient, non à tel péché originel des groupements centristes, non à telle méthode malhonnête ; la cause n'est pas morale, mais se trouve dans les racines mêmes de la position centriste, c'est-à-dire dans la position intermédiaire.

La situation actuelle de tournants brusques, de crises aigues et permanentes est en divorce complet avec l'état d'esprit centriste. De là l'irritation continuelle dont font preuve les centristes. De là leurs perpétuelles inquiétudes et hésitations. De là certaines paniques ridicules qui se traduisent par de fausses accusations contre leur gauche.

Comment, se disent-ils, voici une position révolutionnaire et elle n'est pourtant pas adoptée d'emblée par les masses. C'est sans doute qu'elle est défendue par de mauvaises méthodes. Et ils cherchent des méthodes nouvelles. Par exemple ils en arrivent, en pleine révolution, comme la direction du P.O.U.M. (Parti d'unification marxiste !), à collaborer au gouvernement qui détruit l'Etat comité (ou ouvrier) et reconstitue l'Etat bourgeois. En d'autres termes, sous prétexte d'être plus souples que les « trotskystes » qualifiés de sectaires, ils en arrivent à reviser, non en paroles, mais en fait, la position marxiste fondamentale sur la question de l'Etat. Mais croyez-vous que les

dirigeants centristes vont après celà nettement reconnaître leur erreur dans l'intérêt de l'avant-garde ? En celà ils prouveraient d'ailleurs qu'ils s'éloignent du centrisme. Nullement ; ils retournent leur colère, non contre eux-mêmes et l'inconsistance de leur position, mais contre les « trotskystes » qui, avec leurs mauvaises méthodes ont tout compromis. Autrement dit, ils refusent de s'expliquer sur le fond, c'est-à-dire sur l'essentiel et font la diversion devenue classique contre le trotskysme et ses mauvaises méthodes.

Rétorquerons-nous que, comme tendance, nous ne nous sentons nullement affranchis d'aucun des défauts humains, que nous ne nous posons nullement en professeurs de méthodes, que nous sommes prêts à apprendre de chaque militant ; montrerons-nous par exemple que bien souvent les manœuvriers, les sectaires sont ceux-là même qui luttent contre nous. Rien n'y fait.

Les centristes nous refusent le débat sur le fond ; leurs objections et les critiques ne concernent toujours que la forme, et c'est toujours à cause de ces divergences de forme qu'ils refusent l'unification sur le fond. Ce fond, c'est pour eux la forme.

Un éloquent et talentueux exemple de ces « méthodes » nous est donné par Victor **SERGE**. Nous regrettons bien vivement d'avoir à le classer dans ce camp. Ce n'est pas nous qui l'y avons mis. C'est lui-même. Pour notre part, nous l'avions, au contraire, placé très haut parmi nos amis, à cause de son passé révolutionnaire et littéraire ; mais il ne sert de rien de fermer les yeux sur le fait que nous le trouvons depuis quelque temps dans toutes ces coalitions mesquines qui se proposent d'atteindre **TROTSKY** et la quatrième Internationale.

Il se démontre comme une sorte de théoricien de cette forme de l'anti-trotskysme.

Son attitude ne peut être rapprochée de celle de Rosa **LUXEMBOURG**, qui critiquait les bolcheviks sur certaines questions de forme et de méthode, mais se préoccupait, avant tout, de les aider et de leur faciliter la tâche, et non de les calomnier et de les combattre.

Mais, voyons les arguments mis en avant par Victor **SERGE** et ses amis.

Pour Victor **SERGE**, il faut chercher la cause de la dégénérescence du parti bolchevik dans une sorte de vice original de morale et de méthode. Et sur ce point, le bolchevisme de Lénine et de Trotsky, le marxisme de l'époque de l'impérialisme devrait être revisé. Et remplacé, demanderons-nous, par quelles méthodes, par quelles règles de morale ?

Victor **SERGE**, ni aucun de ses amis ne nous le disent. Sans doute, pensent-ils à quelque code de morale abstraite, qui régirait les rapports entre les partis et les tendances. Ce code pourrait contenir les règles suivantes : **PREMIERE REGLE** : « Tu t'abstiendras de dire que la position de ton adversaire n'est pas marxiste, même si tu le penses ; avant la vérité, passe l'amour-propre de ton adversaire. — **DEUXIEME REGLE** : Dans la discussion, tu accepteras que ton adversaire use de manœuvres, d'hypocrisie, se couvre du manteau de la morale et de la démocratie, esquive le fond, sous couleur de s'attacher à la forme. Tu te garderas bien de lui répliquer avec brutalité. Si tu estimes avoir eu quelques idées justes, couronnées par l'expérience, il faut d'abord te faire pardonner. Ton adversaire fait des ragots contre toi, se livre à des manœuvres, viole la plus élémentaire démocratie ? Il faut que tu acceptes cela comme normal, car ton adversaire s'est, auparavant, prononcé contre le bolchevisme. Pour ta part, si tu te permets quelques incartades dans la lutte politique, ce qui tendrait à prouver que tu es un homme comme les autres, il faut que tu acceptes que cela soit qualifié comme du stalinisme, de la colonisation, de criminelles manœuvres.

Tel est à peu près le code moral de Victor **SERGE** et de ses amis. C'est tout au moins celui que l'on peut déduire de leur lutte actuelle contre le « trotskysme ».

Nous affirmons que toutes ces fumées morales n'ont rien de commun

avec la morale révolutionnaire, qu'elles constituent la morale centriste, faite d'ambiguïté, d'hostilité tout à fait brutale et dénuée de toute espèce d'esprit de tolérance à l'égard des « trotskytes ». Un exemple entre cent l'établit irréfutablement. C'est l'attitude politique de Victor SERGE dans la question de la révolution espagnole et du POUM. L'avant-garde, indépendamment des questions de solidarité qui doivent la trouver absolument unie, doit tirer les leçons politiques de la révolution espagnole. Dans ce domaine, une place importante doit être réservée aux fautes de la direction du P.O.U.M., qui n'a éprouvé, ni la « puissance », ni les « limites » du marxisme, mais en a pris le contrepied sur la question essentielle, celle de l'Etat, d'une manière tout à fait effective, en dépit des proclamations officielles, et même du titre du Parti. Quelle est l'attitude de Victor SERGE, qui ne veut pas reviser le marxisme ? Il est cent pour cent d'accord avec la direction du P.O.U.M.

Et contre qui dirige-t-il ses coups ? Contre TROTSKY et les « trotskystes », à cause de leur ton et de leurs épithètes « injurieuses » et « blessantes ».

Admettons, pour simplifier, que TROTSKY, qui est spécialement visé, ait outrepassé les règles du ton en employant telle ou telle expression violant dans la polémique. Notons, en passant, que cette polémique internationale sur les épithètes déplacées de TROTSKY dépasse les bornes du ridicule. Quiconque connaît TROTSKY le voit, au contraire, toujours attentif à reprendre les liaisons avec tel ou tel adversaire de tendance, dès que cela s'avère possible, en dépit de l'éclat des polémiques passées. C'est très souvent le grand révolutionnaire qui fait les premiers pas, comme il fut très souvent le dernier à s'accommoder de la rupture. Et non moins souvent, il ne trouve, pour toute réponse, que des répliques indifférentes à sa volonté de collaboration, voire méprisantes. Dans ce cas, nous ne l'avons jamais vu se plaindre du ton...

Mais supposons que le mauvais ton soit de son côté.

En quoi celà change-t-il quoi que ce soit aux problèmes de l'Etat et de la révolution dans la question d'Espagne ? En quoi cela modifie-t-il le fait qu'au moment décisif la direction du P.O.U.M. a entraîné le parti révolutionnaire dans la collaboration gouvernementale avec la formation bourgeoise réformiste qui a détruit l'embryon d'Etat ouvrier et reconstitué l'Etat bourgeois ? Peut-être Victor SERGE veut-il dire que le Comité exécutif du P.O.U.M. était tellement froissé du ton employé à son égard par Léon TROTSKY qu'il a décidé, pour se venger, de participer au gouvernement bourgeois ? Dans ce cas, c'est l'attitude de Victor SERGE qui serait nettement injurieuse à l'égard des dirigeants du P.O.U.M.

Ici, un moraliste nous interrompt et nous dit : « Mais ne voyez-vous pas que Victor SERGE est tout préoccupé par les questions de morale, de méthodes, de bon régime et de bons rapports entre révolutionnaires. Il pense et écrit que le parti bolchevik a dégénéré à cause de son manque « d'esprit libertaire », de ses mauvaises méthodes. Il accuse TROTSKY de perpétuer sur ce point le bolchevisme.

D'un côté, Victor SERGE défend le bolchevisme contre l'anarchisme, en déclarant que les mesures draconiennes des bolcheviks à CRONSTADT ont sauvé la révolution ; de l'autre il accuse les bolcheviks d'avoir perdu la révolution avec les mêmes mesures. Il faudrait que Victor SERGE commence par se mettre d'accord avec lui-même.

Son grand argument est celui-ci :

« Le moment n'es-il pas venu de constater que le jour de l'année glorieuse « 1918 où le comité central du parti décida de permettre à des commissions « extraordinaires d'appliquer la peine de mort sur procédure SECRETE, « SANS ENTENDRE DES ACCUSES QUI NE POUVAIENT PAS SE DEFEN- « DRE est un jour noir. Ce jour là, le Comité central pouvait rétablir ou « ne pas rétablir une procédure d'inquisition oubliée de la civilisation euro-

« péenne. Il commit en tous cas une faute. Il n'appartenait pas nécessaire- « ment à un parti socialiste victorieux de commettre cette faute là. La révo- « lution pouvait se défendre à l'intérieur — et même impitoyablement — « sans celà. Elle se serait mieux défendue sans celà ».

Nous donnerions satisfaction à Victor SERGE que celà ne ferait pas avancer la question d'un pouce. Eh oui, ce fut un jour noir du point de vue de la morale en général, mais la guerre civile existait et non les rapports idéaux entre les hommes. Il y eut même d'autres jours noirs du point de vue de l'idéal auxquels les communistes s'efforcent d'atteindre par la suppression de la bourgeoisie, c'est-à-dire par la guerre civile sans merci.

Du point de vue de la démocratie pure, la suppression des fractions dans le feu de la guerre civile fut « un jour noir ». Mais toutes ces mesures draconiennes étaient rendues nécessaires par les conditions encore plus draconiennes de la guerre civile sans merci.

Du point de vue du sauvetage de la révolution ce n'était pas « un jour noir ».

Victor SERGE nous présente ainsi les effets, c'est-à-dire aussi les « excès » de la guerre civile comme les causes de la dégénérescence de la révolution.

Dans un pays réduit à la famine par le blocus, secoué par une crise terrible, le parti belligérant, en lutte contre tous les impérialismes n'avait pas le choix moral des mesures pour sauver les travailleurs de l'U.R.S.S. et les premières bases de la Société socialiste. Si parallèlement, au lieu de trahir la révolution dans le monde entier, les moralistes du réformisme et du centrisme international à la KAUTSKY avaient fait la révolution dans leur propre pays, l'U.R.S.S. serait sortie de l'isolement et de la faim. La démocratie ouvrière et le socialisme auraient été possibles.

Mais que s'est-il passé ? Victor SERGE le sait beaucoup mieux que nous ; mais malheureusement, il ne veut plus nous l'apprendre. Sous la pression du formidable recul du prolétariat mondial trahi et de la non moins catastrophique crise intérieure, une couche nouvelle est née, fruit de ces nouvelles conditions en U.R.S.S. : la bureaucratie stalinienne. Elle a réussi à chasser l'avant-garde, puis la classe ouvrière. Les méthodes draconiennes pour sauver la révolution ont été transformées par STALINE en méthodes draconiennes pour l'écraser. Mais la méthode ferme des bolcheviks tire sa caractéristique et sa valeur du but auquel elle s'applique. Au service de la révolution, elle la sauve. Au service de la réaction, ce n'est plus une méthode bolchevik, mais une méthode de réaction. La valeur et la nature du moyen sont déterminés par le but.

Si NAPOLEON avait justifié son autorisation en se couvrant du nom de ROBESPIERRE, Victor SERGE aurait protesté. Mais quand STALINE couvre ses crimes du nom de LENINE, Victor SERGE vient alimenter la campagne du camp anti-bolchevik qui dit : C'est vrai, il y avait dans le bolchevisme quelque vice interne d'ordre moral.

Victor SERGE entreprend d'expliquer la puissance et les limites du marxisme, mais il ne répond pas à la question qu'il pose.

Les limites du marxisme ne sont pas dans une morale au-dessus des classes, des fractions, mais dans les conditions historiques et économiques données.

La science de la révolution, le marxisme, a permis à LENINE et TROTSKY de conduire la révolution dans des conditions données favorables. Mais quand les conditions se sont retournées et sont devenues celles de la réaction thermidorienne, alors les révolutionnaires n'avaient plus aucune condition objective pour se maintenir. Possible qu'ils aient commis telle ou telle faute tactique ou morale qui a précipité leur défaite, mais ce qui les a chassés du pouvoir, c'est avant tout, les conditions de plus en plus défavorables créées par le recul mondial intérieur.

Voilà les vraies causes de la dégénérescence que nous assignées les bolcheviks-léninistes de l'U.R.S.S., en premier lieu TROTSKY.

Il n'y en a pas d'autres. La politique du bolchevisme est bonne pour la révolution. Elle ne valait plus rien pour la réaction thermidorienne montante.

Il est typique que Victor SERGE n'applique pas ses préoccupations morales et libertaires à la révolution espagnole. Il n'y a peut-être pas de révolution où l'on ait fait si bon marché de la vie humaine, faute d'un parti bolchevik qui organise et discipline, et ceci pendant la révolution proprement dite, compte non tenu des crimes staliniens. Ceux qui ont été les premiers temps à BARCELONE pourraient déplorer certains excès « libertaires » que ne justifiait pas strictement le but révolutionnaire. S'ensuit-il que nous expliquions par là l'échec de la révolution ? Non, car malgré l'absence d'un parti révolutionnaire, la révolution a ses débuts prit son essort, poussée par les conditions objectives favorables.

C'est dans ces conditions objectives favorables que la direction du P.O.U.M. pratiqua une politique en contradiction avec la « science de la révolution » (le marxisme).

Personne ne lui reproche de n'avoir pas pris le pouvoir une fois que la réaction, sous la forme stalinienne se fut implantée, profitant des occasions perdues par les révolutionnaires. Nous lui reprochons d'avoir collaboré à la perte de ces occasions favorables, en se « justifiant » par la trahison des chefs de la C.N.T.

Mais la direction du P.O.U.M. eut-elle cet esprit « libertaire » qui devait lui attirer les sympathies de Victor SERGE ? Nous pouvons répondre : en rien. Il y a eu de tous temps dans le P.O.U.M. beaucoup moins de démocratie que dans le Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky. Pour les bolcheviks, l'interdiction des fractions fut une exception des temps difficiles ; mais pour la direction du P.O.U.M. l'interdiction des fractions, et même la répression de la moindre tendance révolutionnaire fut une règle absolue. La répression de la tendance trotskyste fut impitoyable ; tous les moyens furent bons. Bien entendu, la direction se justifiait déclarant que la tendance bolchevik menaçait le parti ? Mais qui ne sait que c'est la manœuvre classique de toute direction qui fuit la critique franche et qui sent au fond la faiblesse de sa position ?

Eh bien, Victor SERGE, avec tout son sens libertaire ne trouva jamais un mot pour se plaindre de l'absence d'esprit libertaire de la direction du P.O.U.M. Gageons qu'il ne trouvera dans sa position actuelle, jamais un mot pour condamner les mesures bureaucratiques du centrisme dirigées contre la tendance révolutionnaire, d'autant plus condamnables qu'elles sont prises sous le masque de la « grande démocratie » et des bonnes méthodes.

A notre tour, nous ne nous plaindrons pas du manque d'esprit libertaire de Victor SERGE, ni ne chercherons quelque vice dans ses méthodes.

Nous dirons plus simplement : Victor SERGE est pour la politique centriste. Tous les moyens lui sont bons qui lui permettent de défendre cette politique intermédiaire et de justifier son « but » (??)

Victor SERGE avec une magnifique indignation se plaint de la dictature, du sectarisme étouffant parce que le P.S.R. de BELGIQUE lui aurait refusé ses colonnes. Le P.S.R. aurait dû au contraire les lui ouvrir largement, ainsi que nous le faisons si Victor SERGE désire s'expliquer. Mais combien Victor SERGE est mal venu à tenter cette manœuvre de grand style contre les bolcheviks léninistes belges. La « LUTTE OUVRIERE BELGE » admet et sollicite les critiques ouvertes des erreurs du parti dans ses proches colonnes. Nous attendons un tel exemple de la direction du P.O.U.M. ou de l'I.L.P. Walter DAUGE, LESOIL et leurs amis n'ont rien de commun avec ces dirigeants infatués qui ne reconnaissent jamais leurs erreurs et qui, dans leur vanité blessée, poursuivent TROTSKY d'une haine implacable à cause d'une « épithète » un peu vive du grand révolutionnaire.

En 1935, à la suite d'une discussion assez serrée, TROTSKY écrivait à peu près ceci à Walter DAUGE : « Vous me dites que j'exagère dans mes critiques. C'est possible. Toute polémique comporte des exagérations. Mais LENINE exagéra aussi à mon égard et j'ai beaucoup appris des exagérations de LENINE ».

Nous touchons du doigt le fond même du débat sur les méthodes de TROTSKY. Comme Marx, ENGELS, comme LENINE, ce maître du marxisme de notre époque, use de l'arme essentiellement dialectique de la polémique ; mais il n'est pas de révolutionnaire qui ait des moyens et des méthodes plus honnêtes car son but permanent c'est la révolution. Apprendre, même des prétendues exagérations de sa polémique, telle est la seule attitude honnête qu'on peut avoir vis à vis du grand survivant et organisateur d'octobre. Que certains vitupèrent avec hauteur sur ses soi-disants méthodes, qu'ils l'accusent parce qu'il dit de dures vérités, de violenter leur conscience, nous ne confondons pas les troubles et les incertitudes du centrisme devant la situation avec les exigences de la morale révolutionnaire. C'est précisément pourquoi nous défendrons TROTSKY, même contre les agressions de Victor SERGE.

Mais nous nous garderons de pratiquer à l'égard du centrisme un sectarisme symétrique à celui dont Victor SERGE et ses amis usent vis à vis de la tendance révolutionnaire. Si pour certains, le centrisme s'avère comme une position définitive dont ils ne sortiront jamais pour la grande majorité, le centrisme est un passage, une période de tatonnements, inévitables dans la voie révolutionnaire.

Bien présomptueux celui qui peut se flatter de n'avoir pas avancé sous l'aiguillon de la critique et d'avoir découvert comme par une sorte de révélation le programme marxiste. C'est pourquoi l'attitude à l'égard du centrisme doit comporter simultanément la critique la plus franche et la plus fraternelle collaboration. C'est pas ces méthodes que sera assurée la marche en avant du marxisme révolutionnaire.

Jean ROUS.

DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Les décrets du 30 avril 1939

La politique de surarmement oblige le gouvernement à signer de nouveaux décrets-lois de plus en plus accablants pour les travailleurs.

Deux sortes de mesures ont été prises : financières et sociales.

LES DECRETS FINANCIERS

Parmi les décrets financiers, notons la taxe d'armement de 1 % qui frappe les transactions commerciales. Daladier avoue cyniquement dans le rapport concernant le décret portant dégrèvement sur la patente :

« Bien que l'incidence de cette taxation (la taxe d'armement de 1 %) doive être finalement diluée sur la masse des habitants du pays et ne doive entraîner pour les personnes — ou entreprises appelées à en supporter la charge apparente — qu'un minimum d'obligations nouvelles... »

La taxe de 1 % est appliquée sur chaque vente, comme l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires ; elle frappe même les artisans. Il est certain que c'est en définitive le consommateur qui paie. Au 1er mai, le cours officiel du plomb ouvré a été augmenté de plus de 3 % ! Il en sera de même pour tous les produits. C'est, en somme, l'accentuation de la misère pour les prolétaires.

Pour les petits commerçants, le principal fictif de la contribution des patentes sera réduit de 10 % pour 1939 et de 20 % pour 1940. Mais la patente est un impôt progressif. L'uniprix sera dégrevé de 15 frs pendant que le petit commerçant, pour le même chiffre d'affaires, le sera de 10 francs.

Il y a bien un décret relatif à la limitation des bénéfices des entreprises travaillant pour la défense nationale.

« Toutefois, afin de ne pas entraver le développement de la production et l'accélération des fabrications, il a semblé qu'il convenait de laisser aux entreprises la possibilité de réaliser un profit raisonnable » affirme, en tête du décret, l'exposé des motifs.

Les bénéfices seront limités à 10 %. Cependant ils sont calculés sur le montant des capitaux engagés. Comme certaines entreprises peuvent faire tourner trois, quatre fois et même davantage leurs capitaux — ou ceux des petits épargnants que leur confient les banques — on peut juger de la limite « raisonnable » laissée aux marchands de mort.

Les autres mesures financières ont une importance moindre. Signalons le décret supprimant un crédit de 150 millions prévu dans la loi de finances du 31 décembre 1938, au titre du chapitre routes et ponts, entretien et amélioration. On ne peut plus décemment faire la politique des bornes-fontaines. « Les économies ne porteront pas atteinte au réseau routier », en remplaçant vraisemblablement la main-d'œuvre rémunérée par celle des camarades réfugiés espagnols soumis au travail forcé.

LES DECRETS SOCIAUX

Les décrets sociaux intéressent plus directement les travailleurs.

La loi des quarante heures est pratiquement abrogée. Les heures supplémentaires ne sont majorées qu'à partir de la quarante-sixième heure.

L'art 9 du décret relatif au régime du travail stipule notamment :

« Les arbitres et surarbitres devront, lorsqu'ils seront saisis de demandes de relèvements de salaires, par application de l'article 10 de la loi du 4 mars 1938, tenir compte des suppléments de rémunération touchés, en cas d'exécution d'heures supplémentaires, par le personnel des établissements intéressés ».

Cela conduit directement, dans un temps assez rapproché, aux soixante heures pour le salaire des quarante. La trahison des chefs syndicalistes qui acceptèrent l'arbitrage obligatoire, le statut moderne du travail, les quarante-cinq heures dans l'aviation (Sentence Jacomet) est complète.

Dans les services publics et concédés, les fonctionnaires devront faire sans délai quarante-cinq heures sans majoration de salaire.

Un important décret prévoit des licenciements massifs dans les administrations et services publics. On remettra une indemnité ou un maigre pécule aux intéressés.

Ces décrets consacrent une régression de plus de trente années. Voilà où nous a conduits la politique de collaboration de classe de la C.G.T. et des partis « communiste » et « socialiste ».

Messieurs Daladier-Reynaud n'ont pas hésité à mettre au pas la classe ouvrière. Ils savent, par avance, combien la résistance des Jouhaux, Blum, Thorez sera limitée à quelques aboiements.

LA SUPPRESSION DU PREMIER MAI

D'ailleurs la tâche de la bourgeoisie a été singulièrement facilitée par le C.C.N. des 5-6 avril 1939 qui a décidé la suppression de la grève du 1er mai.

Jouhaux a déclaré que les sanctions prises après le 30 novembre 1938 n'inciteraient pas les travailleurs à chômer le 1er mai et le secrétaire général, faisant de l'internationalisme à sa manière, a eu le front de prétexter que dans les autres pays les travailleurs ne chôment pas et se contentent de manifester après le travail.

LA DUPLICITE DE DUMOULIN

Seul Dumoulin s'est opposé à Jouhaux, mais le vieux réformiste n'a pas hésité, quelques jours après, à collaborer à Lille au siège de la Première Région Economique avec les « bons » patrons Olivier et Thériez. Le système de Poutigny entre en application. L'homme qui repense son syndicalisme s'oppose à Jouhaux mais pratiquement il n'agit pas autrement que lui. On ne peut, à la fois défendre le Premier Mai, lutter pour les revendications immédiates et croire aux intérêts communs des patrons et des ouvriers.

MILITER DANS LES ENTREPRISES

Décidément, la malfaisance des chefs traîtres apparaît de plus en plus, même aux ouvriers les moins avancés. La suppression du Premier Mai a été mal digérée. D'ailleurs, dans de nombreuses corporations, les ouvriers ont passé outre aux conseils de Jouhaux et ont fait grève, notamment dans le bâtiment, livre, ports et docks, etc...

La tâche de l'avant-garde consiste à dénoncer inlassablement les chefs réformistes et staliniens et dans certaines circonstances à prendre en mains les intérêts des travailleurs en développant les mots d'ordre suivants :

Défense des quarante heures, Lutte contre les licenciements, rajustement des salaires basés sur des indices contrôlés par les ouvriers, liaison avec les mobilisés, etc...

Pour la réalisation de ces mots d'ordre, on ne peut compter sur les Jouhaux, Racamond, Belin. C'est dans la mesure où l'avant-garde politique (P.S.O.P.) développera ses groupes d'entreprise, fera le travail syndical que les ouvriers, au travers de la lutte pour les salaires et pour les revendications immédiates, comprendront la duperie de l'union sacrée et lieront la défense des conquêtes sociales que Daladier-Reynaud leur suppriment, à la lutte pour le pouvoir politique.

André CARTON.

Notes internationales

DE QUELQUES ANTAGONISMES INCONCILIABLES

I. — Le caractère de la crise présente

L'aiguisement des contradictions entre les différents impérialismes, le caractère endémique des crises économiques et politiques, confirment la caractérisation léniniste de notre époque, comme une époque de guerres et de révolutions. La crise internationale actuelle porte sur tous les intérêts de tous les impérialismes, dans les Balkans et le Proche-Orient, comme dans le Pacifique, en Amérique du Sud ou en Afrique. La crise actuelle pousse les impérialismes à une nouvelle guerre impérialiste, non pour défendre la démocratie contre le fascisme, mais pour un nouveau partage du monde.

II. — Position des puissances

L'impérialisme allemand, qui a réussi à détruire un à un les obstacles mis sur sa voie par les impérialismes rivaux à Versailles, a un besoin sans cesse croissant d'élargir son champ d'expansion et de domination.

L'Allemagne a été tellement affaiblie et ruinée par la paix de Versailles, qu'elle dut chercher, dès 1920, à renforcer le courant d'échanges avec d'autres pays, malgré son manque de devises. A partir de 1922 et du rapprochement germano-soviétique, l'économie allemande trouva, dans le marché soviétique, le marché idéal pour ses exportations et ses importations.

L'avènement d'Hitler rompt l'ancien équilibre : les exportations allemandes, qui avaient atteint 674 millions de R.M. en 1931, et 596 millions en 1932, tombent, en 1934, à 64 millions. L'économie allemande, mise de plus en plus sur le pied de guerre, cherche, après la perte du débouché soviétique, à se frayer une voie vers les marchés anglo-saxons, américains, pour se tourner enfin, en 1936, vers les Balkans. Ainsi, le caractère « dynamique » de l'économie allemande a son fondement dans l'appauvrissement du pays, provoqué par les vainqueurs de Versailles. Les méthodes « nouvelles », le troc, etc., que la presse capitaliste anglaise condamne avec une telle horreur bien pensante, ont été conditionnées justement par la période d'après 1918, et l'appauvrissement du pays.

L'impérialisme allemand, sous les traits de l'hitlérisme, a réussi à mettre cette économie sur le pied de guerre, et à peser de plus en plus lourdement sur les marchés du Sud-Est européen. La pénétration économique allemande devint ainsi le complément de son renforcement militaire, et un des facteurs qui lui permirent d'occuper l'Autriche, la Tchécoslovaquie, etc. Ainsi, la concurrence allemande, détournée du marché soviétique, heurta d'autant plus, en Amérique, en Europe centrale, les intérêts des impérialismes dits « démocratiques » ; c'est ainsi que la lutte économique devint un des facteurs essentiels qui accélérèrent la marche à la guerre.

D'autre part, l'Allemagne s'est rapprochée de la grande voie terrestre et maritime des Indes, épine dorsale de l'empire colonial anglais. Avec l'Italie et leurs nouvelles bases d'appui, elles mettent en jeu les positions clés de l'impérialisme anglais dans la Méditerranée occidentale (Espagne) et **orientale (Balkans, etc.). Certes, l'**impérialisme italien **pourra, d'après ses** « glorieuses traditions », trahir l'Allemagne en cas de guerre : l'impérialisme italien, industriellement et financièrement faible, a été, depuis tou-

jours « patronné » par une grande puissance. Tout « l'empire » italien n'a été que le fruit de la tutelle, tantôt anglaise, tantôt française. L'Italie ne prit pied en Afrique (à Massaoua) que parce qu'elle y fut appelée par l'Angleterre. Elle n'obtient, morceau après morceau, que les reliefs des festins des impérialismes anglais et français. L'impérialisme italien est venu trop tard pour occuper une grande place. C'est justement pourquoi il passe sous la tutelle d'un impérialisme à l'autre (hier Angleterre, aujourd'hui Allemagne), et c'est justement pourquoi il peut rompre avec l'Allemagne, en cas de guerre, pour retourner vers l'Angleterre.

Mais, pour le moment, les positions italo-allemandes se combinent dans un grand mouvement stratégique et diplomatique, serrant comme dans un étau les pays des Balkans, et les contraignant à garder une position « d'équilibre » entre les deux camps.

Ainsi, l'impérialisme anglais, qui voulait jouer le rôle de super-arbitre entre les impérialismes européens, est de plus en plus visé dans ses propres positions et est entraîné à son tour dans la mêlée. Les tentatives de la City de contraindre l'Allemagne à un compromis économique ont été consommées après l'occupation de la Tchéco-Slovaquie. L'impérialisme anglais est passé résolument à la politique d'encerclement diplomatique, politique, appuyée sur un réarmement effréné. Les tentatives d'encerclement diplomatique, par des alliances doubles, se heurtant à la volonté des petits pays de l'Est européen de continuer leur jeu de bascule entre les deux camps, jusqu'à l'éclatement de la guerre même, l'Angleterre est passée aux systèmes de « garanties » à sens unique, montrant ainsi ouvertement que ce qu'elle veut défendre, ce n'est pas « indépendance » de tel ou tel « petit pays » menacé, mais la sûreté de ses voies impériales.

L'impérialisme français, qui a vu ses positions maîtresses ruinées dans l'Est de l'Europe, sous l'œil bienveillant de l'arbitre anglais, retrouve aujourd'hui la « solidarité britannique » en Méditerranée et en Afrique, devant les menaces italo-allemandes. Sûr de cet appui, l'impérialisme français, si « repenti » à Munich, est devenu, à côté du larron britannique, l'impérialisme qui pousse peut-être le plus à la nouvelle guerre. Non seulement, l'économie allemande est une « économie de guerre », mais aussi l'économie française : les 60 heures, le régime de répression et de dictature montre déjà que la « République démocratique » s'évanouit sans cesse plus profondément, à l'approche de la guerre, dans les bras de l'Etat-Major.

L'impérialisme américain, qui fait jouer son Roosevelt au héraut de la paix, se trouve, en réalité, menacé lui-même par **l'impérialisme japonais** dans le Pacifique et par la concurrence allemande, non seulement en Amérique du Sud, mais aussi en Europe. Il est ainsi entraîné à son tour, dès avant la guerre, à manifester « sa solidarité » avec l'impérialisme franco-anglais, à prendre une place sans cesse croissante dans la course aux armements et à désigner d'avance « les agresseurs ». L'Amérique tâche vainement de reprendre la route sur laquelle a déjà échoué l'impérialisme anglais, la route d'un compromis économique ; un compromis dans lequel elle mettrait ses partenaires à la portion congrue, est devenu aujourd'hui irréalisable.

L'Union soviétique tend maintenant à prendre une position neutre ; après la honteuse faillite de la politique de « sécurité collective », de la bureaucratie soviétique, l'U.R.S.S., loin de mettre à profit les contradictions inter-impérialistes, a été plutôt utilisée, comme pièce de marchandages, par les deux camps : l'Allemagne, en tendant à fortifier ses positions sur le bas Danube, a laissé à l'arrière-plan « la marche vers l'Ukraine », et a essayé de neutraliser l'U.R.S.S. L'Angleterre, tout en cherchant à s'associer l'U.R.S.S. -- sans éloigner la Pologne -- tient la bureaucratie soviétique dans l'antichambre de la « grande politique européenne », tâche d'entraîner l'U.R.S.S. sans lui offrir aucune garantie, et n'utilise la possibilité de son adhésion au système de garanties anglaises que comme une nouvelle pièce de pression et marchandage sur l'Allemagne. Il n'est pas du tout exclu que la

bureaucratie staliniste, malgré les cris de Peri, arrive à un compromis avec Hitler, et envoie -- cyniquement comme toujours -- la théorie de la défense de la soi-disante « démocratie » contre le fascisme.

Les petites « puissances » balkaniques, qui penchent tantôt vers Berlin et tantôt vers Londres, ne liquideront leur « neutralité » qu'après l'éclatement de la guerre. La Pologne, qui a un « pacte bilatéral » avec l'Angleterre, peut rejoindre l'Allemagne, contre l'U.R.S.S. par exemple. La Yougoslavie, qui fait des courbettes à Rome et à Berlin, peut aller avec l'Angleterre. Quant à la Roumanie, « alliée » de la France, elle joue déjà ouvertement sur les deux tableaux : « même si l'action diplomatique (de Rome et de Berlin) peut être considérée comme une réplique aux initiatives britanniques, nous -- écrit dans l'officieux « Universal » (22-4-39) l'ancien ministre roumain à Londres, Lugoseanu -- ne la regardons que sous l'angle des tentatives de paix sous laquelle elle nous est présentée ». Et il ajoute : « De même qu'après Munich, nous avons cherché à nous associer à l'action des grandes puissances pour maintenir la paix par la collaboration, aujourd'hui nous nous efforcerons de seconder leurs tentatives de maintenir la paix par l'équilibre ».

III. — La paix, la médiation et la guerre

Il serait faux de croire que le déclanchement de la guerre est fonction de l'achèvement « définitif » du système des pactes et des alliances de tel ou tel impérialisme : aucun impérialisme ne sait dès maintenant quels seront tous les pays avec lesquels il va combattre ou ceux qu'il combattra. La préparation militaire, la prise des positions stratégiques ne seront complétées par un système précis d'alliances qu'après l'éclatement de la guerre même. La paix n'est ni fonction des messages de Roosevelt, ni des exhortations des « pacifistes » bourgeois et de leurs alliés pour une médiation « équitable » ; elle n'est que l'étape d'un équilibre instable entre les impérialismes. Les contradictions insolubles du capitalisme pourissant poussent implacablement à la rupture de cet équilibre et au déclanchement de la deuxième guerre mondiale.

Seuls, d'irrémédiables crétins pourraient chercher des recettes idéales qui pourraient rajuster les intérêts des impérialismes pour une paix stable et réelle. Il serait, d'autre part, aussi peu sérieux d'établir « avec précision » les délais. Les impérialismes ressemblent maintenant aux héros d'Homère qui, avant d'engager le combat, s'injuriaient longuement, poussaient des cris et se provoquaient mutuellement. Sachons mettre même ces délais à profit pour consolider l'avant-garde ouvrière et le P.S.O.P. dans la voie du défaitisme révolutionnaire et de la lutte contre notre propre bourgeoisie.

N. BRUN et **P. BAILLY.**

A travers la Presse internationale de l'avant-garde ouvrière

BELGIQUE

DANS LE RECUL GENERAL L'AVANT-GARDE CONSERVE SA COMBATTIVITE

ON DOIT COMPTER AVEC NOUS

« ...Il y au Borinage plus de 5.000 camarades et à Charleroi plus de 2.000 (2.400, en progression de 400 sur 1936. P.B.) qui nous sont restés inébranlablement fidèles. Sans compter les femmes et les jeunes (en grande proportion dans un parti révolutionnaire. P.B.) qui ne sont pas encore électeurs. Tous ces camarades ont compris que seul le parti socialiste révolutionnaire défend leurs intérêts avec acharnement, que seul le P.S.R. lutte pour le socialisme. Cela est extrêmement important. C'est une force avec laquelle on doit compter. Dans leur for intérieur, les bourgeois, les réformistes et les staliniens s'en rendent bien compte. Car ils savent qu'un parti d'avant-garde comme le nôtre supplée beaucoup la quantité par la qualité. Il y a chez nous des dizaines et des dizaines de camarades extrêmement actifs, pleins d'une foi et d'un allant extraordinaires. On en trouverait difficilement de semblables dans les autres partis ».

C'est ainsi que conclut **Walter Dauge**, après avoir analysé les causes du recul du mouvement ouvrier belge, aux dernières élections, **dans l'éditorial de « La Lutte ouvrière » (8 avril 1939), organe du Parti socialiste révolutionnaire, section belge de la IVe Internationale.**

Dans cet article W. Dauge dénonce les responsabilités des traitres réformistes et staliniens qui ont fourvoyé la classe ouvrière dans l'union sacrée. Il reconnait que l'avant-garde n'a pas échappé au recul général, mais qu'elle maintient ses positions essentielles et il montre que le P.S.R. reste l'espoir sérieux du redressement révolutionnaire en Belgique.

A L'AGRESSION DU PATRONAT LES MINEURS BELGES REPONDENT PAR LA GREVE UN MANIFESTE DU P.S.R.

En Belgique comme en France, le Patronat fait l'union sacrée contre le prolétariat. A peine le coup de bouc à droite des élections était-il donné, que, sans se soucier des remontrances platoniques et hypocrites des socialpatriotes, le patronat s'est attaqué aux conditions de vie des travailleurs et en premier lieu aux salaires des mineurs. Ceux-ci ont réagi spontanément dans de nombreux puits, par la grève. Les valets de la bourgeoisie que sont les bureaucrates des syndicats et du P.O.B. ont immédiatement brisé le mouvement. Seul le P.S.R., par un manifeste largement distribué, dans son journal, comme sur les lieux de travail, a soutenu les ouvriers en lutte et leur a tracé des perspectives de redressement.

Le manifeste s'exprimait ainsi :

« .. ..

« C'est la voie juste que tout le prolétariat doit suivre.

« Camarades mineurs ! ....

« Vous êtes l'avant-garde, la division de fer du prolétariat belge. En vous attaquant en premier lieu, le patronat sait ce qu'il fait. Si vous vous laissez faire, les autres corporations seront battues l'une après l'autre.

« Camarades, il faut résister ! Il faut généraliser immédiatement les conflits qui viennent d'éclater.

« En avant vers la grève générale des mineurs.

.. .. «

La Lutte ouvrière (belge) indique ainsi la voie aux mineurs :

« Que disent les bureaucrates syndicaux ?

« De trop dures batailles s'annoncent pour que nous gaspillions nos forces dans un conflit contre une diminution conventionnelle » (diminution basée sur un indice truqué du coût de la vie. P.B.). Ainsi s'exprimait le **Peuple** de jeudi.

« Quelle hypocrisie ! Si les mineurs s'inclinent, la bourgeoisie remportera une sérieuse victoire. Elle pourra s'attaquer aux salaires, traitements, pensions, allocations de l'ensemble des masses laborieuses.

« Puisque les bureaucrates syndicaux sont parvenus à liquider les grèves spontanées qui avaient éclaté contre la baisse « conventionnelle » de 2,5 pour cent, il faut que les mineurs s'apprêtent à déclancher la grève générale contre toute nouvelle diminution ».

La Lutte ouvrière (8 avril 1939).

D'autre part, le vote a une grande majorité contre la participation du P.O.B. au gouvernement déflationniste Pierlot-Gutt, malgré les chefs, s'explique pour une large part, par une réaction saine de la base ouvrière. Cette réaction, ces grèves spontanées face aux menaces imminentes de la déflation de la répression et de la préparation intensive à la guerre par les pleins pouvoirs, sont autant d'indices qui montrent qu'il existe encore des possibilités de redressement et de lutte pour la classe ouvrière belge, c'est-à-dire des possibilités de développement du vaillant P.S.R.

***

INDOCHINE

VERS LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

La répression dirigée principalement contre les vaillants camarades **Ta-thu-Thau et Tran-van-Thach**, de la IVe Internationale pose une série de problèmes au sujet de l'Indochine.

Un camarade du groupe « La Lutte » expose la situation de la section indochinoise de la IVe Internationale et indique que la tâche actuelle est la construction du parti révolutionnaire indochinois (**Service d'Information et de presse de la IVe Internationale, N° 5**) :

« Après huit années de lutte illégale et indépendante, après quatre années de front unique sur le plan légal avec les staliniens, les bolcheviks-léninistes indochinois jouissaient au moment de la rupture du front en juin 1937, d'une influence de masse. C'est que nos camarades ont su amener les staliniens à rompre eux-mêmes ce front unique sur un programme, général certes, mais fort accessible aux masses indochinoises : le programme d'approbation ou de désapprobation du Front populaire. La tâche principale était et reste encore pour les bolcheviks-léninistes indochinois de construire notre parti. Tâche ardue, certes, mais facilitée considérablement par ce fait que les ouvriers et paysans révolutionnaires d'Indochine limitent leur choix entre la 3e et 4e Internationale.

La position idéologique nous est très favorable. Pour ce qui est de la situation matérielle (rapport de forces numériques) elle n'est pas si défavora-

ble. Malheureusement la répression impérialiste contribue à désorganiser nos rangs. « ...Actuellement des dizaines de milliers d'ouvriers et d'opprimés tendent leurs regards vers la IVe Internationale. Les bolcheviks-léninistes indochinois doivent tendre leurs efforts vers la création du parti, par un renforcement idéologique et organisationnel afin de maintenir dans la voie de la lutte ces masses déjà conquises et d'autres masses que la politique stalinienne décevra ».

(**S.I.P.**, N° 5).

« **La Lutte** », **organe des bolcheviks-léninistes indochinois,** à l'occasion des élections (censitaires, 40.000 électeurs sur 4.000.000 d'habitants. P.B.) au Conseil colonial, fait une large campagne dans les masses sous le drapeau de la IVe Internationale :

« Le Conseil colonial n'aura d'autre utilité pour les ouvriers que de leur servir de tribune d'agitation. C'est là une travail non négligeable pour les militants révolutionnaires. De la tribune du Conseil colonial, ils peuvent s'adresser aux larges masses. Ils y dénonceront constamment les abus de l'impérialisme qui foule aux pieds les droits les plus élémentaires de l'homme.

« Ils y dénonceront ce régime de terreur où les militants ouvriers sont poursuivis, traqués, pour avoir défendu leurs frères de classe.

« Ils y exposeront leur programme de revendications démocratiques et appelleront les masses ouvrières et paysannes à dépasser ce programme dans la lutte. Ils armeront les ouvriers de ce programme démocratique révolutionnaire. Car seuls les ouvriers sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.

« Nous entrerons dans la lutte confiants en notre force et notre conviction.

« Notre groupe luttera sous le drapeau de la IVe Internationale. Il prendra carrément la position de la IVe Internationale : « Sa tâche, c'est de renverser la domination du Capital. Son but, c'est le Socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne ».

La Lutte (9 mars 1939).

LE COUP DE FORCE DES BRIGANDS IMPERIALISTES CONTRE LA IVe INTERNATIONALE

Au mépris du droit le plus strict, Mandel-Sarraut ont fait arbitrairement supprimer les candidatures de nos camarades Ta-Thu-Thau et Tran-van-Thach, conseillers municipaux de Saïgon, aux élections au Conseil colonial.

Déjà les dures condamnations infligées à Thau et So indiquaient l'acharnement des impérialistes français. Aujourd'hui, par ce nouveau coup de force, l'impérialisme montre que son ennemi le plus dangereux en Indochine est la IVe Internationale. Il faut protester par tous les moyens, par toutes les voies contre les méthodes de répression de M. Mandel.

Il faut aussi affirmer que rien n'arrêtera, pas même les flics de M. Mandel, la poussée des masses indochinoises férocement opprimées, pas plus que la confiance toujours plus grande de ces masses pour le programme et les militants de la IVe Internationale.

VICTOIRE DE LA LISTE DE LA IVe INTERNATIONALE

P.-S. — Nous apprenons au dernier moment que la liste du groupe la Lutte, Ta-Thu-Thau, Tran-van-Thach est élue, écrasant bourgeois et staliniens. Le peuple indochinois manifeste son enthousiasme et réclame l'amnistie pour leurs seuls véritables représentants. Seul dans la presse, **Juin 36** a annoncé la victoire de Ta-Thu-Thau, en passant toutefois sous silence le fait que le vaillant révolutionnaire indochinois est le dirigeant de la IVe Internationale en Indochine.

P. BAILLY.

ANGLETERRE

FENNER BROAKWAY REJOINT MAXTON

Beaucoup de camarades se sont étonnés de voir Maxton et Fenner Broakvay -- dirigeants de l' « Indépendant Labour Party » et de feu le bureau de Londres -- adopter une politique conforme au jeu des alliés. Nous ne nous en étonnons pas, pour notre part. Les trois quarts du temps, Fenner Broakway et Maxton se conduisent comme les avocats des « Internationales » social-patriotes.

Aujourd'hui, ils proposent un congrès ouvrier international avec la 2e et 3e Internationale pour avertir solennellemeent Hitler que « toute tentative de sa part de poursuivre l'expansion du fascisme, se heurterait immédiatement au refus de la classe ouvrière organisée du monde entier de produire ou de transporter à destination de l'Allemagne des fournitures qui l'aideraient à réaliser ses desseins ». Selon l'expression de **Daniel Guérin,** dans « **Juin 36** », il s'agit d'ajouter « **à la grande coalition des impérialismes « démocratiques » contre l'impérialisme germanique... le blocus de l'Allemagne par les forces coalisées du prolétariat international** ».

Lorsque Chamberlain concluait la « paix de Munich, garantie pour une génération » Maxton l'applaudissait debout, comme le sauveur de la Paix. Impuissant à faire la guerre l'impérialisme anglais concluait une trêve pour engager la guerre économique. Maxton approuvait chaleureusement une si noble atttitude. Maintenant que l'impérialisme anglais se prépare à entrer en guerre et met au point son système d'alliances, les dirigeants centristes de l'I.L.P. rectifient la position comme leurs confrères « pacifistes » de tous les pays, les Bergery, les Delmas et les Dumoulin. Singeant leur activité sur celle du « Patron », ils s'ingénient à trouver eux aussi des alliés pour la « guerre du droit et de la Démocratie ». Il est vrai qu'ils ne prononcent pas le mot de guerre, sinon pour lui jeter l'anathème. Ils en sont encore au « blocus ». Un blocus éminemment pacifique bien entendu, comme était celui du plan de **Nouvel-Age.**

Non moins significatif l'ordre du jour que Broakway et Maxton proposent au « Congrès pour le blocus » : a) **résister à la guerre** ; b) **prévenir l'extension du fascisme** ; c) **aider la lutte des peuples coloniaux** ; d) **aider la lutte des travailleurs dans les pays fascistes** ; e) **aider les réfugiés** ».

Comme on voit pas un mot ne concerne la lutte des travailleurs dans les pays ALLIES. Pour justifier leur attitude, les centristes de l'I.L.P. affirment cette thèse pour le moins originale que la révolution est plus facile à réaliser en Allemagne qu'en Angleterre. (Quels veinards, ces ouvriers allemands qui ont pris Hitler « au piège du pouvoir »). Aussi c'est en Allemagne que Maxton entend, désormais, poursuivre ses efforts « révolutionnaires », avec l'aide de Chamberlain, de Staline, de Léon Blum, de Daladier et du colonel Beck.

Un point de l'ordre du jour étonne pourtant : Comment, avec un tel programme et de tels alliés, l'I.L.P. entend-il « aider la lutte des peuples coloniaux ».

Fenner Broakway et Maxton n'ignorent quand même pas la politique fondamentale qui est celle des réformistes et des stalinistes : s'opposer à toute lutte émancipatrice des peuples coloniaux ; jouer le rôle d'intermédiaires auprès des impérialismes pour mendier quelques réformes (surtout au profit des notables) afin de mobiliser les coloniaux dans le sillage de leur impérialisme, contre Rome et Berlin. Position logique du reste, quand on considère comme le principal ennemi non le capitalisme de son propre pays, mais le capitalisme **d'en face.** Or, c'est effectivement sur cette voie que commence à s'engager l'I.L.P. Il a déjà du reste commencé à s'y engager lorsqu'il a pris la responsabilité de soutenir en Palestine, contre les indigènes arabes, les vendications du sionisme -- agent de l'impérialisme anglais.

Telle est la dure leçon des faits : **le social-pacifisme mène inéluctablement au social-patriotisme.**

Aujourd'hui le bureau de Londres que dirigeait l'I.L.P. a fait faillite et a disparu. Des organisations comme le P.O.U.M. affirment la nécessité d'une Internationale révolutionnaire. Mais est-il possible de forger l'Internationale Révolutionnaire avec une organisation capable de tels « écarts » social-patriotes ? Est-il possible surtout de forger cette Internationale sans même condamner nettement et publiquement une telle politique ? Ce serait continuer la politique du bureau de Londres -- une amicale de parti se réclamant plus ou moins gratuitement de la révolution socialiste et prêts à tous les « contacts », pourvu qu'on ne se mêle pas de leurs « affaires intérieures ». Il faut, au contraire, forger le Parti révolutionnaire Mondial armé d'un programme léniniste et d'une discipline sérieuse, contre-partie d'une large démocratie prolétarienne. C'est la seule voie pour la Révolution socialiste.

I. CRAIPEAU.

***

50.000 MANIFESTANTS ANTI-FASCISTES REPONDENT A L'APPEL DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER AMERICAIN

Malgré le retard nous croyons nécessaire de faire une large place à une grande démonstration anti-fasciste qui s'est déroulée fin février à l'appel du Socialist Workers Party (IVe Internationale).

Le **Socialist Appeal**, organe du S.W.P., la relate ainsi :

« Une manifestation imposante et combattive de 50.000 travailleurs s'est déroulée près du Square Madison lundi soir pour protester contre la première grande manifestation fasciste à New-York. En plus des 50.000 manifestants qui répondaient à l'appel du Parti socialiste ouvrier pour rassembler les ouvriers contre la concentration fasciste, un communiqué officiel de la police donné à la presse en compte encore 50.000 parmi les spectateurs. A quelques exceptions près ces derniers manifestèrent leurs sympathies pour les mots d'ordre des milliers de manifestants qui défilaient. Avec une brutalité qui rappelle les plus beaux jours des cosaques tzaristes, 1.780 policiers du maire La Gardia (le plus grand rassemblement de flics qu'on ait jamais vu contre une manifestation) matraquèrent et piétinèrent sous les sabots de leurs chevaux de nombreux travailleurs, essayant, mais en vain, de briser la démonstration. De 6 heures de l'après-midi jusqu'à 11 heures, les travailleurs livrèrent à la police de nombreuses et âpres batailles. L'ampleur de la contre-démonstration ouvrière dépassa de loin les espoirs les plus optimistes. Pourtant de tous les côtés on s'était efforcé de diminuer l'appel du S.W.P., de l'étouffer par une campagne de violence et de la saboter directement.

« Les social-démocrates avaient « ignoré » la manifestation ou essayé d'en diminuer la portée. Les stalinistes avaient donné le mot d'ordre : « Restez chez vous ».

« Pendant 5 heures, les manifestants se battirent avec la police, même une fois que les orateurs du S.W.P. aient proclamé la fin de la manifestation ».

Socialist Appeal ajoute que la manifestation ne peut être comparée, par le nombre et la combativité, qu'aux manifestations du C.I.O. lors des grandes grèves du caoutchouc et de l'automobile.

Ajoutons que de grandes manifestations antifascistes didirgées par le S.W.P. et ses Jeunesses ont également eu lieu avec des milliers de manifestants dans toutes les grandes villes des Etats-Unis, notamment à San Francisco, Los Angelès, Philadelphie.

A San Francisco, notamment, des batailles rangées ont eu lieu où la police a attaqué les militants des Jeunesses Socialistes (IVe Internationale) à coups de bombes à gaz.

CANADA

Car Hichin, responsable très connu du P.C. canadien, a démissionné du P.C. avec deux autres responsables. Il écrit : « Publiquement associé depuis « de longues années au P.C. du Canada et à son organe, militant actif du « mouvement ouvrier depuis plus de 20 ans, j'ai hésité longtemps à quitter « le Parti ». Après avoir montré la trahison du P.C. canadien il conclue : « Je crois avoir démontré que le P.C. du Canada a, en fait, embrassé le ré- « formisme et que s'il reste quelque équivoque c'est pour maintenir sous « son contrôles les honnêtes travailleurs membres du P.C. A ces derniers je « fais appel pour qu'ils répudient publiquement l'I.C. et se joignent à nous « pour bâtir le vrai parti du marxisme révolutionnaire, -- la Ligue Socialiste Ouvrière du Canada (IVe Internationale) ».

Le nouveau parti révolutionnaire est constitué principalement des militants de la gauche de la « Fédération Mondiale canadienne » qui viennent de rompre avec cette organisation. Il publie **l'Action Socialiste** (« Socialist Action »).

CHRONIQUE LITTERAIRE

Marcel Martinet *fut de ceux qui saluèrent, dans la Révolution russe, dès ses débuts, l'espoir de la libération mondiale. Dès mars 1917, dans un poème intitulé « Chant de Liberté » et dédié « A Léon Trotsky, alors proscrit de Russie, d'Allemagne, de France, de Suisse et d'Espagne, et détenu au Canada », il criait son espoir aux travailleurs du monde entier sous le joug sanglant de la guerre impérialiste. Ce n'est pas par un simple enthousiasme littéraire qu'il accueillit la Révolution d'Octobre, mais en appelant « ceux d'ici » à la lutte sous les plis glorieux du drapeau rouge.*

Aujourd'hui, le stalinisme, fossoyeur de la Révolution, couvre ignominieusement ses crimes de ce drapeau. Mais le prolétariat révolutionnaire lui arrachera son masque aux yeux des masses et les mènera de nouveau à l'assaut sous le drapeau de 71, de 1905, de 17.

P. B.

Chant du drapeau rouge (1)

A ceux d'ici.

Pour la paix et pour le pain,
Là-bas,
Ouvriers, paysans, — soldats —,
Le pain pour ceux qui ont faim,
La paix pour ceux qui meurent,
Là-bas,

(1) Marcel Martinet, *Hommes*. Ed. des Humbles.

Pour la paix et pour le pain
Vous tous, soldats, debout là-bas,
Sous la flamme au grand vent claquant
Du drapeau de sang, du drapeau d'aurore,
Sous la flamme du drapeau rouge,

Debout pour la paix, paysans,
Ouvriers, debout pour le pain,
Salut à vous, tous nos soldats,
— D'ici, de la nuit d'Occident,
Salut au drapeau rouge !

O drapeau rouge,
Là-bas claquant,
Là-bas frisonnant, t'enflammant,
Russie,
Aurore jaillissant du sang,
Russie de neige, Russie brûlante,
Salut, Russie du drapeau rouge !

Pour le pain ! pour la liberté !
Pour la paix, pour l'union entre vous, travailleurs !
— Les mots des livres, les mots des phrases,
Tombant de la tribune ardente,
Fouillant les milliers de visages
(Les visages fiévreux et blêmes
Aux yeux fixes et beaux, à la bouche tremblante,
Les milliers de visages ondulant dans le cirque),
Les mots chargés d'âme et de feu
Les voici vivant, frémissant,
Battant comme des cœurs, battant comme des ailes,
Battant, claquant dans tes plis rouges, drapeau de feu !

Drapeau de feu, haillon sanglant,
Oui, haillon, fait dans les haillons
Des traîneurs de misère,
Haillon sanglant, teint dans leur sang,
D'ici, de la nuit d'Occident,
Salut à toi, drapeau de sang !

Contre toi les marchands d'argent,
Contre toi les marchands de sang
Et de misère !
Pour toi, lumière d'Orient,
Haillon d'aurore
Qui t'allumes de ville en ville,
Debout, ouvriers, paysans,
Pour la terre et la liberté,
Le pain et la justice !

Drapeau rouge, incendie,
Souffle, souffle partout !
Emplis le ciel des pauvres, aurore d'Orient !

Ils sont là qui attendent,
N'osant plus espérer,
Leurs yeux se sont éteints,
Leurs cœurs se sont glacés,
— Prends nos yeux, prends nos cœurs !

La terre est pleine de nos morts
Morts sous des drapeaux étrangers,
Les maîtres ont fini leur guerre
Et nos morts ne sont pas vengés,
— Chante, vent de justice, aux plis du drapeau rouge !

Dans la mine, dans l'usine,
Dans la boue, les survivants
Comme avant courbent l'échine,
— Chante, vent du travail, aux plis du drapeau rouge !

On meurt aussi sous la lumière,
Drapeau de mai soixante et onze,
Vieux drapeau de la liberté,
Mais le sang du pavé des villes,
O Varlin, ceux qui l'ont versé
N'ont pas versé un sang stérile
— Chante, vent de la vie, aux plis du drapeau rouge !

Marcel MARTINET.

Novembre 1917-novembre 1918.

Le Gérant : BAILLY.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

IMPRESSIONS MODERNES
IMPRIMERIE SYNDICALE ET ARTISANALE
17, Bd de Strasbourg, Paris (10e) — Prov. 19-05

LA VOIE DE LENINE

REVUE MARXISTE MENSUELLE

ABONNEMENTS

FRANCE		ETRANGER	
1 an	20 fr.	1 an	40 fr.
6 mois	10 fr.	6 mois	20 fr.
3 mois	5 fr.	3 mois	10 fr.

Abonnement de soutien ..... 50 fr.

REDACTION - ADMINISTRATION et ABONNEMENTS
Jean ROUS - Boîte postale N° 26
Avenue d'Orléans - PARIS (14e)
Compte Chèque postal : ROUS 901-53.

Jean ROUS

Espagne 1936 - Espagne 1939

LA REVOLUTION ASSASSINEE

Dépôt général :
LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10e)

Cette brochure est en vente à la
LIBRAIRIE OUVRIERE ET PAYSANNE
(P.S.O.P.)
42, rue Rochechouart - PARIS-9e

PRIX : **2 fr.**